

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 11 juin 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°403 ■

COLLOQUE SUR "L'INDUSTRIE
DU CONTENU NUMÉRIQUE,
LE GARANT DE LA MÉMOIRE
NATIONALE"

**Chanegriha : «Nous
sommes appelés à
affirmer notre présence
dans le monde virtuel»**

P 16

UN NOUVEAU PROGRAMME DE DESSALEMENT
SERA BIENTÔT LANCÉ

La sécurité hydrique renforcée

L'Algérie veut renforcer sa sécurité hydrique. Des investissements importants ont été déployés pour la mobilisation des eaux de surface, souterraine et non conventionnelle. Alors que cinq nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer sont en cours de réalisation, dont l'entrée en service est prévue d'ici fin 2024, un nouveau programme sera lancé dans les prochains mois. P 3



AVEC LA PARTICIPATION
DE PLUS DE 170 EXPOSANTS
**Le Salon "TexStyle Expo
s'ouvre à la Safex**

Le 7e Salon international du textile, de l'habillement, du cuir et de l'équipement "TexStyle Expo" a ouvert ses portes, lundi au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), avec la participation de plus de 170 exposants, avec une forte présence des étrangers.

P 3

POUR LES OBJECTIFS
DE LA NOUVELLE STRATÉGIE
ÉCONOMIQUE

**L'Etat déterminé
à soutenir et protéger
les entreprises**

Le ministère de l'Industrie a mis en place un système d'information qui donne une vision globale sur le secteur afin de le mettre au service de l'économie nationale et des politiques publiques. Cette nouvelle stratégie engagée par les pouvoirs publics a permis l'émergence d'une industrie qu'il faut soutenir et protéger. C'est ce qu'a affirmé hier, chez nos confrères de la radio nationale, Bachir Kechroud, directeur de la veille stratégique au ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, et assure que l'État est à l'écoute des préoccupations des entreprises et s'engage à soutenir cette industrie émergente.

P 5

HYDROCARBURES

**Sonatrach et Sinopec
affirment leur volonté de
renforcer le partenariat**



Le groupe Sonatrach et le groupe chinois Sinopec ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération et le partenariat bilatéral dans le domaine des hydrocarbures, notamment en matière de technologies d'exploitation et de fabrication d'équipements, a indiqué lundi un communiqué de Sonatrach.

P 3

TÉLÉCOMMUNICATIONS

**Djezzy déploie le premier
pylône conçu et fabriqué
par Anabib** P 2

SÉCURITÉ SANITAIRE DU
CONSOMMATEUR ALGERIEN

**Les taux de sucre
dans les jus et boissons
fixés** P 2

PÉTROLE

**Le Brent proche
des 80 dollars** P 4

MÉDÉA
Plus de
soixante
interventions
chirurgicales
réalisées à
l'EPH du 7 au
9 juin

Plus de soixante interventions en chirurgie pédiatrique et en gynéco-obstétrique ont été réalisées au niveau de l'établissement public hospitalier Mohamed Boudiaf de Médéa à l'occasion de journées médico-chirurgicales organisées du 7 au 9 juin courant, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la santé. Selon la même source, une trentaine d'interventions en chirurgie pédiatrique et un nombre similaire d'interventions chirurgicales en gynéco-obstétrique ont été effectuées par une équipe de chirurgiens bénévoles de l'association "Ashifa" et de l'établissement public hospitalier (EPH) de Médéa dans le cadre des journées médico-chirurgicales. Il est précisé que 585 consultations ont été effectuées en parallèle à ces interventions chirurgicales en prévision de la programmation des personnes devant bénéficier par la suite d'une intervention chirurgicale, a-t-on ajouté.

SÉCURITÉ SANITAIRE DU CONSOMMATEUR ALGÉRIEN

Les taux de sucre dans les jus et boissons fixés

En Algérie, selon les lois en vigueur, le taux de sucre ajouté à certaines boissons rafraîchissantes ne doit pas dépasser 105 grammes par litre, soit 10,5 %, ce qui est conforme aux normes internationales, notamment celles établies par l'organisme mixte (FAO/OMS). Avant 2016, ce taux variait entre 140 (14 %) et 142 grammes par litre (14,2 %), exposant ainsi le consommateur algérien à des risques sanitaires accrus.

Par Mourad A.

La surconsommation de sucre augmente le risque de contracter des maladies telles que le diabète, l'hypertension et les maladies cardiovasculaires. Dans le cadre de la protection de la santé des consommateurs, les services du ministère du Commerce ont élaboré un plan visant à réduire progressivement les taux de sucre, comme l'a souligné le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni, dans une réponse adressée au député Safar Hicham. Dans sa réponse écrite au député, le ministre a détaillé que depuis 2016, ses services ont mis en place un plan global visant à protéger les consommateurs, contrôler la conformité des produits et lutter contre la fraude. Cette initiative s'opère en étroite collaboration avec les secteurs ministériels pertinents tels que la Santé, l'Industrie et l'Agriculture, ainsi qu'avec des organismes spécialisés tels que l'Agence nationale de la sécurité sanitaire et les associations de consommateurs. Ce plan vise à réduire progressivement les taux de sucre, de sel et de matières grasses dans certains produits alimentaires qui en contiennent souvent. Il constitue également l'axe central de la stratégie ministérielle pour la prévention des

maladies non transmissibles, telles que le diabète, l'hypertension et les maladies cardiovasculaires. Il est à noter que le ministère du Commerce joue un rôle crucial au sein de la Commission nationale multisectorielle de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles, notamment dans la Commission sectorielle pour une alimentation saine. Ses actions visent à promouvoir une alimentation saine et à réduire progressivement la consommation de sucre, de sel et de matières grasses. La mise en œuvre de ce plan a été renforcée par la décision ministérielle commune du 29 août 2022, qui adopte une fiche technique pour certaines boissons rafraîchissantes. Cette décision a été publiée dans le Journal officiel n°75 du 13 novembre 2023 et entrée en vigueur le 14 novembre 2023. La fiche technique stipule que le taux de sucre des boissons définies ne doit pas dépasser 105 grammes par litre (10,5 %). Il convient de rappeler qu'avant 2016, ce taux variait entre 140 (14 %) et 142 grammes par litre (14,2 %). Grâce à l'initiative du ministère, les fabricants ont commencé à réduire progressivement la teneur en sucre de leurs produits. De plus, les services du ministère ont participé à l'élaboration d'une décision ministérielle commune, prise le 21 mars 2022 à l'initiative du minis-

tère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique. Cette décision concerne une fiche technique des jus et nectars de fruits, des jus et nectars de légumes, ainsi que des boissons à base de jus de fruits et de légumes. La décision est entrée en vigueur le 16 juin 2023. Cette décision stipule qu'il est interdit d'ajouter du sucre aux jus de fruits, aux jus de fruits reconstitués à l'eau, ainsi qu'aux jus de fruits asséchés et aux concentrés de jus de fruits. Le taux maximum de sucre ajouté est fixé à 10,5 % pour les produits désignés comme boissons aux jus de fruits », lorsque le taux de jus est supérieur ou égal à 10 %. Pour les nectars de fruits, le taux maximal de sucre ou de miel ajouté est de 20 %. Quant aux jus de légumes, aux concentrés de légumes, ainsi qu'aux jus de légumes préparés à partir de concentrés de jus de légumes, le taux maximal de sucre ou de miel ajouté est de 50 grammes par kilogramme. Toujours, dans le cadre de la protection de la santé des consommateurs, le ministre a ajouté que ses services organisent régulièrement des campagnes de sensibilisation à travers le territoire national. Ces campagnes visent, d'une part, à encourager les consommateurs à modérer leur consommation et, d'autre part, à inciter les producteurs à respecter les normes en vigueur.

ZITOUNI REÇOIT LE PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Renforcer la protection du consommateur

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu, dimanche à Alger, le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahim, et ce en vue de renforcer la coordination à l'effet de concrétiser l'approche participative entre la société civile et les instances publiques et associer les associations aux programmes d'action de sensibilisation aux droits du consommateur et à sa protection, indique le ministère dans un communiqué.

Lors de la rencontre, " il a été question des voies et moyens de consolider la coopération active entre le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et l'ONSC, dans l'objectif de raffermir les liens et renforcer la coordination, à l'effet de concrétiser l'approche participative entre la société civile et les instances publiques", lit-on dans le communiqué. Les deux parties ont mis en avant, lors de la rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère

et des membres de l'ONSC, l'importance des associations et des organisations dans l'action de sensibilisation des différentes initiatives, notamment en matière de protection du consommateur. La rencontre s'inscrit, ajoute la même source, dans le cadre du renforcement de la communication institutionnelle entre le ministère et l'ONSC et de l'exploration des voies et moyens de la coopération commune. Il a été convenu, à cette occasion, d'associer les associations, les orga-

nisations et les instances spécialisées dans le domaine du commerce et de la protection du consommateur, aux programmes d'action communs, visant à renforcer la sensibilisation aux droits du consommateur, à l'importance de protéger les consommateurs, ainsi qu'à "tracer un programme d'action commun prévoyant l'organisation de colloques, de conférences et des journées d'études communes au double plan local et national, à l'effet de renforcer le rôle de la société civile dans ce contexte".

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Djezzy déploie le premier pylône conçu et fabriqué par Anabib

L'opérateur de téléphonie mobile Optimum Telecom Algérie "Djezzy", a annoncé lundi dans un communiqué, l'installation dans la localité de Khemis Meliana (wilaya de Aïn Defla) du premier pylône conçu et fabriqué localement par l'Entreprise nationale

de tubes et transformation de produits plats "Anabib". Le nouveau pylône, fabriqué sur mesure pour l'opérateur public de téléphonie mobile selon "les normes de qualité les plus strictes", met en lumière "l'engagement de Djezzy pour la promotion de l'industrie nationale" et dé-

montre "l'expertise et le savoir-faire technique d'Anabib dans la conception et la construction de structures de télécommunications essentielles", est-il indiqué dans le communiqué. En investissant dans la production locale, "Djezzy renforce sa contribution à l'économie natio-

nale et soutient l'emploi et le développement des compétences en Algérie", affirme la même source. En outre, "cette collaboration avec Djezzy renforce la position d'Anabib en tant qu'acteur clé dans l'industrie des infrastructures de télécommunications en Algérie", souligne-t-on.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN NOUVEAU PROGRAMME DE DESSALEMENT SERA BIENTÔT LANCÉ

La sécurité hydrique renforcée

L'Algérie veut renforcer sa sécurité hydrique. Des investissements importants ont été déployés pour la mobilisation des eaux de surface, souterraine et non conventionnelle. Alors que cinq nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer sont en cours de réalisation, dont l'entrée en service est prévue d'ici fin 2024, un nouveau programme sera lancé dans les prochains mois.

Par Zahir R

Il consiste à la réalisation de sept (7) nouvelles stations de dessalement aux niveaux de six (06) wilayas, à savoir Tlemcen, Skikda, Jijel, Mostaganem, Chlef et Tizi-Ouzou avec deux stations. L'annonce a été faite, hier à Alger, par le Directeur général de l'Agence nationale de dessalement de l'eau, en l'occurrence, Mohamed Deramchi. S'exprimant en marge de l'ouverture de la 19^e édition du salon International des équipements, des technologies et des services de l'eau (SIEE-Pollutec), l'intervenant a précisé que ce programme s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à la satisfaction de 60% des besoins nationaux en matière d'eau via le dessalement de l'eau de mer à horizon 2030. L'intervenant a précisé que ce nouveau programme (2024-2030) comprend la réalisation de six (6) stations de dessalement d'une capacité de 500 000 m³/jour chacune et d'une autre d'une capacité de 60 000 m³/j à Tighzirt dans la wilaya de Tizi Ouzou, dont son entrée en service est prévu à fin 2025. Selon les précisions du DG de l'Agence, le projet de la réalisation de la station de Tighzirt sera lancé dans les prochains jours par une entreprise nationale. Quant à la deuxième station d'une capacité de production de 300 000 m³/j à Sidi Khelifa (Azzeffoun), un appel d'offre sera lancé prochainement par la commission des marchés. Cette dernière a une dimension régionale et contribuera à l'alimentation d'autres localités limitrophes. Il est à rappeler que le chef de l'Etat avait ordonné de réaliser une station de dessale-

ment au niveau de Tamda Ougmoun (Azzeffoun) afin d'alimenter les populations de la région du Nord de cette wilaya. « Durant les cinq dernières années, le niveau de remplissage du barrage Taksebt s'est nettement reculé et des perturbations dans la distribution de l'eau ont été enregistrés dans plusieurs communes de cette wilaya. Donc, cette station d'une capacité de 60 000 mètres cubes/j qui sera opérationnelle fin 2025 contribuera à l'amélioration de qualité d'alimentation en eau potable dans cette wilaya », a-t-il détaillé. Questionné sur le taux d'avancement des travaux de réalisation des cinq stations inscrites dans un programme d'urgence de 2021, Deramchi a assuré qu'elles seront livrées avant fin 2024, avec un apport supplémentaire de 300 000 mètres cubes par jour chacune. En effet, c'est une véritable avancée vers l'autosuffisance en eau. Ces efforts réduiront la dépendance de notre pays aux eaux souterraines et de surface, diversifiant ainsi les sources d'approvisionnement en eau du pays. En effet, et à travers cette initiative, l'Algérie veut renforcer sa sécurité hydrique, en s'orientant vers l'exploitation des sources non conventionnelles. Un taux de couverture de 24% en eau dessalée est fixé d'ici fin 2024 et de 37% d'ici fin 2025 avant de le porter à 60% à horizon 2060. Pour sa part, le secrétaire général du ministère de l'hydraulique, Omar Bougueroua, s'est montré optimiste pour la réalisation des différents projets inscrits dans les délais fixés et même avant. « Nous sommes entrain de mettre en place la nouvelle stratégie de l'Etat en matière de dessalement de l'eau de mer, visant à la limitation l'impact de dérèglement climatique,

tout en renforçant notre sécurité hydrique », a souligné Bougueroua dans son intervention à l'ouverture de la 19^e édition du SIEE-Pollutec, en affirmant que les entreprises réalisatrices des projets de stations de dessalement se sont engagées à les livrer dans les délais fixés. Ce qui va contribuer à l'amélioration de la qualité de service et l'approvisionnement des citoyens en eau potable, dira-t-il. Le même responsable a fait savoir que son département accorde un grand intérêt pour le traitement des eaux usées et de les réutiliser dans le domaine agricole. Des quantités importantes peuvent étre récupérées et de l'orienter vers l'irrigation, en diminuant la pression sur les eaux du surface et des barrages. Concernant le salon SIEE-Pollutec, le représentant du ministère de l'Hydraulique a indiqué ce Salon international est une passerelle entre les opérateurs économiques et l'administration et une occasion pour présenter les nouvelles technologies dans ce domaine, ainsi de nouer des partenariats entre les opérateurs nationaux et étrangers. Selon les organisateurs du salon, 150 exposants de 11 pays ont pris part à ce rendez-vous qui se poursuivra jusqu'au 13 juin courant à la Safex. « Cette année, l'offre locale est très dynamique avec 76% de sociétés algériennes principalement des leaders du marché et attire de nombreuses entreprises internationales venant majoritairement d'Europe. La Turquie arrivent en tête des exposants étrangers avec 13 participants, la France (8), le Canada et la Chine avec 4 exposants chacun, le Portugal et l'Allemagne avec 2 exposants, Brésil, l'Inde, Italie et la Tchèque avec un exposant chacun », soulignent les organisateurs.

HYDROCARBURES

Sonatrach et Sinopec affirment leur volonté de renforcer le partenariat

Le groupe Sonatrach et le groupe chinois Sinopec ont affirmé leur volonté de renforcer la coopération et le partenariat bilatéral dans le domaine des hydrocarbures, notamment en matière de technologies d'exploitation et de fabrication d'équipements, a indiqué lundi un communiqué de Sonatrach. C'était lors de la visite que le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, effectuait en Chine du 6 au 11 juin, dans le cadre du renforcement du partenariat liant le Groupe à ses partenaires chinois activant dans les domaines de l'énergie, de la numérisation et des technologies de l'information. Dans le cadre de la visite qu'effectue M. Hachichi, accompagné d'une délégation de cadres dirigeants de Sonatrach, des rencontres bilatérales ont eu lieu, le 7 juin, avec le PDG de China National Petroleum Corporation CNPC et ses cadres

dirigeants, outre une visite du Data center de cette compagnie, note le communiqué. A cette occasion, un memorandum d'entente, concernant la chaîne de valeurs des hydrocarbures, a été signé avec le groupe chinois Sinopec, en plus d'une visite effectuée par la délégation à la compagnie "China Petroleum pipeline" CPP. Lors de cette visite de travail, M. Hachichi et la délégation l'accompagnant ont effectué une visite de terrain au gisement gazier "fuling", exploité par le groupe "Sinopec" dans la région de Chongqing, plus grand gisement de gaz en Chine, avec une capacité de production annuelle allant jusqu'à 10 milliards de m³, selon la même source. Une rencontre a été organisée à l'occasion, consacrée à la présentation de l'expérience du groupe "Sinopec", "pionnière dans plus de 24 pays en matière de développement de l'industrie pétrolière et ga-

zière dans le monde", ainsi que son expertise en matière d'exploitation du gigantesque gisement "fuling". La visite de la délégation accompagnant M. Hachichi à ce gisement a permis d'échanger les expertises avec les responsables du groupe chinois concernant les technologies et les techniques utilisées dans l'exploitation dudit gisement, précise le communiqué. Le groupe Sonatrach a saisi l'occasion pour exprimer sa volonté de renforcer son partenariat avec "Sinopec" et tirer profit de son expérience et expertise technologique dans l'exploitation des hydrocarbures, les deux parties étant convenues "d'exploiter les moyens de partenariat offerts dans le domaine du pétrole et du gaz en Algérie, en Afrique et dans le monde et de fabriquer des équipements industriels pour les hydrocarbures en Algérie", conclut le document.

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 170 EXPOSANTS

Le Salon TexStyle Expo s'ouvre à la Safex

Le 7^e Salon international du textile, de l'habillement, du cuir et de l'équipement "TexStyle Expo" a ouvert ses portes, lundi au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), avec la participation de plus de 170 exposants, avec une forte présence des étrangers. Cet évènement qui s'étalera sur 3 jours (jusqu'au 12 juin), réunit 170 exposants de 8 pays dont la Tunisie, l'Egypte, l'Italie, la Turquie, la Chine, l'Inde et le Bangladesh, en plus de l'Algérie, a-t-on appris auprès des organisateurs. La Chine participe avec 60 entreprises, et la Turquie avec 40, "deux pays qui entretiennent d'importants échanges commerciaux avec l'Algérie dans le domaine des textiles, tant en matière première qu'en moyens et technologies, alors que le salon connaît la participation de 60 exposants algériens, dont 6 start-up", a affirmé à l'APS le directeur de la société organisatrice, Mohamed Amine Bekkouche. Le salon "TexStyle Expo" se veut une opportunité pour les investisseurs et les opérateurs économiques, activant dans les domaines du filage, du textile, du design, de l'impression, de l'habillement, du cuir, des chaussures, des valises, des moyens de fabrication, de la tapisserie et des accessoires, "afin de mettre en avant leurs produits et entretenir de nouveaux partenariats aux fins d'améliorer le produit local et de renforcer sa compétitivité avec les produits importés ainsi que de soutenir l'économie nationale hors hydrocarbures", ajoutent les organisateurs.

SIEE POLLUTEC 2024

SEAAL présente ses innovations

La Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL) a participé à la 19^e édition du Salon International des Équipements, des Technologies et des Services de l'Eau et de l'Environnement (SIEE Pollutec), qui s'est tenue du 10 au 13 juin 2024 au Palais des Expositions, Pin Maritimes, Alger. Avec un riche programme, SEAAL a profité de cette vitrine internationale pour présenter ses innovations, renforcer ses partenariats et échanger avec les professionnels du secteur. SEAAL a dévoilé aux visiteurs un projet innovant d'immersion à 360 dans ses infrastructures grâce à un projet novateur de visite virtuelle exploitant la technologie de réalité virtuelle. Une première qui permet de découvrir de manière ludique et interactive les coulisses des stations d'eau Potable et de traitement des eaux usées. Cette initiative permet aux visiteurs, aux partenaires et au grand public de découvrir nos infrastructures de manière immersive, tout en mettant en avant notre engagement envers la transparence et la modernité. Par ailleurs, des rencontres B2B ont été organisées avec des fournisseurs et prestataires internationaux de pièces de rechange, produits chimiques et autres produits de traitement indispensables à la continuité du service public de l'eau et de l'assainissement. Ces échanges visent à pérenniser les relations commerciales, à sourcer des produits de substitution à ceux importés et à sécuriser la chaîne d'approvisionnement de SEAAL. Mobilisant ses experts, SEAAL animera 3 conférences techniques sur la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement ; la digitalisation du service de l'eau et de l'assainissement et les travaux complexes et techniques de réparation des grands systèmes de transfert. « Notre participation à ce salon majeur démontre notre volonté d'offrir à nos concitoyens un service public moderne, efficient et durable. Nous avons échangé avec les meilleurs spécialistes pour intégrer les dernières innovations dans notre stratégie de développement », a déclaré M. Lyes MIHOUBI, Directeur Général de SEAAL. Communiqué

AID EL-ADHA
Deux points supplémentaires de vente de bétail à Alger

Deux points de vente supplémentaires de bétail s'ajoutant à celui de Birtouta (Alger), ouvriront leurs portes à partir de lundi, a annoncé dimanche un communiqué l'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR). "Au regard de la forte affluence de citoyens venus acheter un mouton au niveau du point de vente de Birtouta, et afin de se rapprocher davantage du citoyen, l'entreprise annonce l'ouverture de deux points de vente supplémentaires à partir de lundi 10 juin", précise ALVIAR. Le premier point de vente se situe au niveau de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV) sur la route de Chéraga-Ain Benian, tandis que le deuxième est au niveau de l'Institut technique des élevages (ITELV) situé à Baba Ali, ajoute la même source. Les trois points de vente seront en service jusqu'à la veille de l'Aid El-Adha avec les mêmes horaires (de 09:00 à 19:00), "garantissant la disponibilité suffisante en moutons", conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE EN ZONES URBAINES
4 morts et 152 blessés le week-end dernier

Quatre (4) personnes ont trouvé la mort et 152 autres ont été blessées dans 122 accidents de la route survenus au niveau des zones urbaines les 7 et 8 juin, indique lundi un bilan de la Direction générale de la Sûreté nationale. Selon les données des services compétents de la Sûreté nationale, le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, précise la même source. La Direction Générale de la Sûreté Nationale renouvelle son appel aux usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la vigilance et à la prudence au volant, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PÉTROLE

Le Brent proche des 80 dollars

Les cours du pétrole oscillaient entre gains et pertes lundi, entre l'optimisme dû aux baisses de taux dans d'importantes banques centrales, des élections européennes renforçant le dollar ou encore l'Opep+ et ses niveaux de production. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait dans la matinée 0,15% à 79,74 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, gagnait 0,09% à 75,60 dollars. Les cours des deux références mondiales ont trouvé un soutien dans les premières baisses de taux d'importantes banques centrales la semaine passée. "Les baisses de taux annoncées par la Banque

du Canada et la Banque centrale européenne (BCE) la semaine dernière ont définitivement égayé l'humeur des investisseurs, laissant présager le succès de la lutte contre l'inflation", soulignent des analystes. La Banque du Canada a baissé son taux directeur mercredi de 0,25 point de pourcentage à 4,75%, pour la première fois depuis plus de quatre ans. La BCE a également baissé ses taux directeurs de 0,25 point pour la première fois depuis 2019, à 3,75%. Cependant, les analystes ont observé en ce début de séance européenne une hausse du dollar en raison de la dissolution "surprise" de l'Assemblée nationale française suite à la victoire de l'extrême droite lors des élec-

tions parlementaires européennes" de dimanche. Les élections européennes ne devraient cependant "avoir qu'un bref impact négatif" sur les cours du brut, en renforçant le dollar face à la monnaie unique, notent-ils. Les cours de l'or noir étant libellés en dollar, une appréciation de la devise américaine décourage les achats de pétrole en diminuant le pouvoir d'achat des acheteurs utilisant d'autres monnaies. Les investisseurs attendent par ailleurs la publication du rapport mensuel sur le pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) mardi, puis celui de l'Agence internationale de l'Energie (AIE) mercredi.

POLLUTION ATMOSPHERIQUE

135 millions de décès prématurés entre 1980 et 2020

Quelque 135 millions de décès prématurés à travers le monde entre 1980 et 2020, ont été liés à la pollution atmosphérique, provenant des émissions humaines ou d'autres sources, comme les feux de forêt, selon l'étude d'une université singapourienne publiée lundi. Le problème des particules fines "a été associé avec environ 135 millions de décès prématurés au niveau mondial" entre 1980 et 2020, précise l'université, dans un communiqué sur

l'étude, publiée par le journal Environnement International, reprise par des médias. Des phénomènes météorologiques comme El Nino et le dipôle de l'océan Indien - autre phénomène climatique naturel découlant d'un écart de températures à la surface de la mer - ont aggravé les effets des polluants en augmentant leur concentration dans l'air, explique l'université technologique Nanyang (NTU) de Singapour. Les particules fines PM2,5 (d'un diamètre inférieur à 2,5 microns) sont

nocives pour la santé humaine en cas d'inhalation car elles sont assez petites pour atteindre le système sanguin. Elles proviennent des véhicules et d'émissions industrielles, ainsi que de sources naturelles comme les incendies ou les tempêtes de poussière. L'étude a établi que ces personnes sont mortes plus jeunes que l'espérance de vie habituelle, de maladies qui auraient pu être traitées ou évitées, dont des AVC, des maladies cardiaques et pulmonaires et des

cancers. Les phénomènes météorologiques ont contribué à augmenter ces décès de 14%, selon l'étude sur la qualité de l'air et le climat, qui s'est basée sur 40 ans de données pour donner une vision d'ensemble des effets des particules fines sur la santé. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les "effets combinés de la pollution de l'air ambiant et de celle de l'intérieur des habitations" sont liés à 6,7 millions de décès prématurés chaque année dans le monde.

ORAN

Démantèlement d'un réseau de narcotrafiquants et saisie de 16 kilos de kif traité

drogue, selon la même source. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des suspects, qui ont été présentés devant

les instances judiciaires territorialement compétentes, pour détention, stockage, transport et trafic de drogue, a-t-on conclu.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Juin 2024

Prix du détail¹ أسعار التجزئة		DA / Kg دج / كغ			المنتجات
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	76	86	65	البطاطا
	Tomate	85	96	73	الطماطم
	Oignon sec	67	75	59	البصل الجاف
	Ail sec	393	451	335	الثوم الجاف
	Ail vert	109	128	91	الثوم الأخضر
	Carotte	68	77	59	الجزر
	Navet	116	127	106	لفت
	Poivron	133	148	119	الفلفل الاخضر
	Piment	154	174	135	الفلفل الحار
	Courgette	94	105	83	الكوسة
	Haricot vert	207	222	192	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	132	145	120	الخس
Fruits frais	Pomme locale	450	561	339	التفاح المحلي
	Datte	556	676	436	التمر
	Melon	123	140	107	البطيخ الاصفر
	Pastèque	91	102	79	البطيخ الاحمر
	Banane	325	339	311	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1699	1842	1557	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	333	347	320	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	100	90	حليب البقر (لتر)

POUR LES OBJECTIFS DE LA NOUVELLE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

L'Etat déterminé à soutenir et protéger les entreprises

Le ministère de l'Industrie a mis en place un système d'information qui donne une vision globale sur le secteur afin de le mettre au service de l'économie nationale et des politiques publiques. Cette nouvelle stratégie engagée par les pouvoirs publics a permis l'émergence d'une industrie qu'il faut soutenir et protéger. C'est ce qu'a affirmé hier, chez nos confrères de la radio nationale, Bachir Kechroud, directeur de la veille stratégique au ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, et assure que l'État est à l'écoute des préoccupations des entreprises et s'engage à soutenir cette industrie émergente.

Par Réda Hadi

A bordant la question des cellules de veille stratégique installées au sein des groupes industriels et des entreprises et qui «jouent désormais un rôle majeur, d'autant plus qu'elles aident les responsables à prendre les bonnes décisions au moment opportun», il a expliqué que le premier objectif des cellules de veille est d'aider les gestionnaires à prévoir l'évolution de l'environnement de leurs entreprises et les transformations qui peuvent en résulter à moyen et long terme, en plus d'anticiper les solutions et de prendre les bonnes décisions en temps propice. Ce responsable a précisé que dans l'environnement actuel, l'intelligence économique est un outil fort qui permet à l'ensemble des acteurs de cerner et d'agir sur leurs environnements, ce qui leur permettra à partir de signaux émis dans leurs activités, d'agir en amont pour rectifier la prise de décision. Pour lui, au moment où nous avons une industrie naissante qui a besoin d'être appuyée, l'intervention de l'Etat doit être plus importante pour la protéger, alors l'activité elle-même, surtout si l'Etat considère que c'est une activité stratégique, sans pour cela être acteur, mais plus accompagnateur. Celui-ci a insisté que pour l'Etat le plus important est de réunir les conditions idoines

et nécessaires aux différents acteurs pour qu'ils agissent et réussissent les objectifs assignés. Et c'est en cela a-t-il poursuivi que la notion du dialogue public privé développé par le ministère de l'industrie commence à prendre forme. Et prôner un dialogue interprofessions. En ce sens, au niveau du ministère de l'industrie on a créé 5 comités de filières et ce département souligne être à leur écoute et fera en sorte de les dynamiser. Outre l'assainissement de l'environnement, M Bachir Kechroud a déjà souligné que le ministère de l'Industrie a mis en place un système d'information qui donne une vision globale sur le secteur afin de le mettre au service de l'économie nationale et des politiques publiques et que la guerre est déclarée contre la bureaucratie. Il a aussi précisé que cela a permis de débloquer 915 projets dans différents secteurs d'activité traduisant ainsi les engagements de l'Etat sur le terrain. Ces projets permettront selon lui à l'économie locale, d'être plus présente sur la scène nationale. Répartis sur 40 wilayas, ces projets vont assurer la création de pas moins de 40 000 postes d'emploi. C'est ainsi qu'il a affirmé qu'en ce domaine, nous sommes à la traîne. Et de préciser qu'à titre d'exemple, la wilaya d'Alger représente à elle seule, 50% des em-

ploiis productifs, et le même pourcentage d'investissements à l'échelle nationale. C'est pour cela que le Président Tebboune a instauré pour donner plus d'importance aux wilayas, de les faire plus participer à notre économie, ce qui permettra de sédentariser les compétences locales, et valorisera leurs richesses. Dans la lettre, pour ce responsable, les relations entre les différents secteurs sont importantes, dans le sens ou celles-ci (les relations) sont fondamentales et être engagées sous forme de synergie. Et de préciser, que par exemple, les relations entre le secteur de l'industrie, de l'agriculture et celui du tourisme est important, et qu'à cela que les activités du ministère du commerce de l'industrie et des finances vont permettre de réunir les conditions nécessaires à une véritable relance de notre industrie. Et d'assurer que l'État ne sera pas un « acteur-producteur », mais qu'il mobilisera ses efforts afin de « créer les conditions favorables pour que les différents acteurs puissent opérer dans un environnement propice ». Le représentant du ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique est également revenu sur la stratégie de son département pour le développement du secteur public marchand, ainsi que sur le renforcement du « Dialogue public-privé » dans le but d'atteindre les objectifs de la nouvelle stratégie économique.

ÉLABORÉ PAR LE HCLA ET LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Lancement d'un dictionnaire de terminologie industrielle en langue arabe

Un dictionnaire de terminologie industrielle en langue arabe a été lancé, dimanche à Alger, dans le cadre de la généralisation de l'utilisation de l'Arabe dans différents domaines. La cérémonie de lancement de ce dictionnaire, élaboré dans le cadre d'une collaboration entre le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) et le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, s'est déroulée au siège de ce dernier, sous la supervision du ministre du secteur, Ali Aoun et du président du HCLA, Salah Belaid, en présence des cadres des deux instances, ainsi que des présidents et des directeurs des groupements industriels. Cette œuvre trilingue (arabe-français-anglais) a été élaborée par une équipe conjointe entre le HCLA et le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. L'œuvre contient 4.764 termes classés par ordre alphabétique, accompagnés d'une définition exhaustive de chaque terme, selon les explications fournies lors de la cérémonie de

lancement. Le dictionnaire concerne 18 domaines, dont les industries mécaniques, la sidérurgie, les spécialités chimiques, les appareils électriques, l'électro-ménager, l'électronique, les télécommunications, l'industrie et la distribution des matériaux de construction, l'hydraulique, les accessoires mobiliers et d'autres. La version électronique du nouveau dictionnaire disponible sur le site électronique du ministère et du Conseil, contient des termes relatifs aux domaines de l'industrie agroalimentaire, de l'impression industrielle, du textile et du cuir, de l'investissement, du foncier industriel, des petites et moyennes entreprises (PME), de l'assurance financière, de la propriété industrielle, de la normalisation, de la métrologie, de la conformité et de l'accréditation, ainsi que de la formation. Dans une allocution prononcée à l'occasion, M. Aoun a appelé à "l'utilisation de ce dictionnaire dans tous les métiers afin de promouvoir les secteurs industriels à tra-

vers la langue maternelle dans l'ambition de consacrer sa place et son rôle en tant que langue des sciences, de travail et de développement". Pour sa part, Mr. Belaid a estimé que ce projet était "une opportunité pour promouvoir la langue arabe", saluant cette démarche qui, selon lui, "sera bénéfique pour l'Algérie nouvelle aspirant à la concrétisation des fondements de la mémoire nationale dont la langue arabe fait partie intégrante". Ce dictionnaire, intervient en concrétisation des missions supérieures du Conseil consistant en son ouverture sur les institutions de l'Etat mais aussi à donner à la langue arabe la place qui lui sied dans différents domaines. A noter que ce dictionnaire s'inscrit dans le cadre d'une série de dictionnaires lancés auparavant sous la supervision du HCLA, dans les domaines de l'agriculture et le développement rural, de l'environnement et les énergies renouvelables, ainsi que d'autres dictionnaires élaborés en collaboration avec des différentes institutions de l'Etat.

FINANCES

Installation de nouveaux DG de la BNA et Cnep-banque

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a installé, dimanche à Alger, les nouveaux directeurs généraux de la Banque nationale d'Algérie (BNA) et de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), respectivement Tamrabet Samir et Bouziani Sid Ahmed, indique un communiqué du ministère. Lors de cette cérémonie, qui s'est déroulée au siège du ministère des Finances, M. Faid a félicité "les deux directeurs généraux pour leur nomination et leur a souhaité plein succès dans leurs nouvelles fonctions", a précisé la même source. A cette occasion, le ministre des Finances a rappelé "les défis majeurs auxquels ces deux institutions clés de l'écosystème économique national doivent faire face". A ce propos, il a relevé l'importance de la digitalisation, la diversification des services financiers et l'amélioration continue de la qualité des services offerts aux citoyens, en assurant que "ces priorités sont essentielles pour renforcer la compétitivité et la résilience du secteur bancaire national". De leur côté, les deux nouveaux directeurs généraux ont exprimé "leur gratitude pour la confiance placée en eux, en s'engageant à déployer tous les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre des contrats d'objectifs et de performance", selon le communiqué qui a noté que "leur expérience dans le secteur bancaire sera un atout précieux pour mener à bien les réformes et les projets ambitieux de modernisation". Le nouveau directeur général de la BNA occupait précédemment le poste de directeur général de la CNEP Banque. Quant au nouveau directeur général de la CNEP Banque, il occupait le poste de secrétaire général de cette même institution, a fait savoir également le ministère. "La nomination de ces deux dirigeants témoigne de la volonté des pouvoirs publics de renforcer les capacités de leadership au sein des institutions financières nationales, dans le but de mieux répondre aux attentes des citoyens et de contribuer au développement économique du pays", a-t-on souligné encore de même source.

BOUMERDES

61 points de vente de bétail en perspective de l'Aid El Adha

Au total, 61 points ont été affectés à la vente des bêtes du sacrifice en perspective de l'Aid El Adha à travers 20 communes de la wilaya de Bouverde, a-t-on appris dimanche, de la direction locale des services agricoles. Le choix des sites abritant ces points de vente, effectué après consultation des communes concernées, répond aux exigences de conformité aux conditions de contrôle spécifiques afin d'éviter l'anarchie et le désordre, a indiqué à l'APS la cheffe du service vétérinaire, Lydia Wadhi. Elle a ajouté que l'opération vise à assurer l'offre en bétail et faciliter aux citoyens l'acquisition des bêtes du sacrifice. "Ces espaces, où la vente des bêtes du sacrifice est autorisée suite à un arrêté du wali Fouzia Naâma émis récemment, se trouvent au sein d'exploitations agricoles, d'assiettes foncières clôturées appartenant à des privées, de parkings, de marchés hebdomadaires, et aux abords de certains ensembles d'habitations et de routes principales", a précisé la même responsable. 42 médecins vétérinaires ont été, par ailleurs, mobilisés pour veiller au contrôle permanent des différents points de vente, parallèlement à l'organisation et à l'accompagnement des opérations d'abattage jusqu'à la fin de la fête de l'Aid El Adha, selon la même source.

SKIKDA

Réception de la 1ère tranche du projet de réaménagement de l'avenue Didouche Mourad

La première tranche du projet de réaménagement de l'avenue Didouche Mourad qui fait partie du vieux bâti de la ville de Skikda devra être réceptionnée avant le 20 juin, apprend-on dimanche des services de la wilaya.

La réception de la première tranche de cette opération lancée fin décembre passé aura lieu avant le 20 juin courant soit avant l'ouverture de la saison estivale", ont indiqué les mêmes services qui ont relevé que cela signifie que tous les chantiers seront levés de cette avenue qui représente le cœur de la ville, et relie la plupart des quartiers et dessert le front de mer et la plage de Stora. L'avancement des travaux de cette tranche divisée en cinq lots incluant depuis la place du 1er novembre 25 immeubles de 138 logements et 53 locaux commerciaux est de 80 %, selon la même source qui a relevé que les travaux menés portent sur la consolidation des piliers, des escaliers, du pavage ainsi que les structures des édifices et les parties communes y compris les colonnes montantes du gaz, de l'électricité et

de l'eau. Ces travaux ont également concerné l'entretien des toits, des structures en bois, le système d'évacuation des eaux usées et des eaux de pluies, la restauration des façades et arcades de l'avenue et leur éclairage. Au cours de la visite du site du projet à la fin de la semaine passée, le wali, Mme Houria Meddahi a exhorté l'entreprise chargée de l'opération à renforcer ses chantiers en moyens humains et matériels et adopter le système de travail par équipes pour livrer le projet dans les délais fixés surtout à la veille de l'ouverture officielle de la saison estivale durant les 10 derniers jours de juin courant, selon la même source. La cheffe de l'exécutif local a souligné à l'occasion, l'intérêt portée par les autorités locales à ce projet au regard de son importance pour la préservation de l'histoire et de l'authenticité de

cette ville et le recouvrement de sa belle image surtout que cette wilaya touristique par excellence attire annuellement beaucoup de touristes. L'avenue Didouche Mourad comprend 127 édifices constitués de 604 logements et 350 locaux commerciaux dont la construction date de 1890. L'état de dégradation de ces immeubles est dû surtout au phénomène des infiltrations d'eau du fait que la ville a été érigée sur un bassin dont les écoulements d'eau finissent dans cette avenue. Les édifices de l'avenue ont connu une dégradation avancée du fait de l'absence de travaux d'entretien et l'obstruction des canalisations des eaux usées. Dans le cadre de la réhabilitation du vieux bâti de Skikda, cette avenue a été divisée en 24 lots, est-il noté.

SAÏDA

Réception de deux nouvelles structures de santé au second semestre 2024

Deux nouvelles structures de santé et des projets de réhabilitation de trois autres au niveau de la ville de Saïda devraient être réceptionnés, au cours du second semestre 2024, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Ces projets comprennent la réalisation de deux nouvelles polycliniques à haï "Salem 2" et "1.200 logements", ainsi que la réhabilitation de deux cliniques au niveau des quartiers "La marine" et "Sidi Cheikh", outre la réhabilitation du service de "Radiologie et d'Imagerie médicale" de l'Hôpital "Ahmed Medeghri".

Le wali de Saïda, Amoumen Mermouri, a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et de renforcer les chantiers en main d'œuvre, afin de livrer ces structures de santé dans les délais contractuels, a-t-on indiqué de même source. Ces structures de santé, dont les travaux sont supervisés par la Direction des Equipements publics, permettront une fois mises en service, une prise en charge optimale des patients, et allégeront la pression que connaît actuellement l'Hôpital "Ahmed Medeghri" et amélioreront les conditions de travail du personnel

médical, a-t-on ajouté de même source. Ces structures de santé seront dotées d'appareils et d'équipements médicaux nouveaux et modernes, et seront aussi appuyées par un personnel médical et paramédical, a-t-on expliqué de même source. A rappeler que le secteur de la Santé dans la wilaya de Saïda s'est renforcé, durant l'année précédente, de deux nouvelles polycliniques dans la ville de Saïda et la commune de Moulay Larbi, en plus de la réhabilitation de neuf polycliniques à travers les différentes zones de la wilaya, qui dispose de 24 polycliniques.

SIDI BEL ABBES

Raccordement de plus de 200 exploitations agricoles au réseau d'électricité rurale

Le programme d'électricité agricole, mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a permis jusqu'à présent, le raccordement de 218 exploitations agricoles dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz.

La chargée de l'information et de la communication, Fouzia Saboundji, a indiqué qu'il a été procédé, depuis le début de l'année en cours, au raccordement de 30 exploitations agricoles au réseau d'électricité, tandis que le nombre d'exploitations programmées pour l'année en cours est estimé à 110 exploitations, à savoir

le quota additionnel en cours de raccordement en énergie électrique, sachant que le taux de réalisation a atteint 30%. La même source a indiqué que le raccordement des exploitations agricoles est réparti sur trois programmes importants, lesquels ont été achevés: le premier, celui de l'ap-

pui agricole ayant ainsi permis le raccordement de 97 exploitations agricoles, le deuxième inscrit au titre du programme du Fonds commun des collectivités locales et concerne 242 exploitations agricoles, alors que le troisième qui concerne l'électricité agricole, a permis le raccordement de 218 exploitations agricoles.

A signaler que ces réalisations s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés par la direction de distribution de Sidi Bel Abbes pour accompagner le programme de développement économique, selon le plan de Sonelgaz et en application des orientations des autorités supérieures du pays.

BLIDA

Distribution de plus de 1.130 décisions d'affectation de logements publics locatifs

Plus de 1.130 familles de Blida ont bénéficié dimanche, de décisions d'affectation de logements publics locatifs (LPL) lors d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya. Il s'agit de 1.136 familles des communes de Bougara, Boufarik et Blida qui ont reçu leurs décisions d'affectation de logements publics locatifs réalisés au niveau du pôle urbain de Safsaf,

commune de Meftah, à l'extrême est de la wilaya. Avec la remise des décisions de ces logements réalisés dans le cadre du programme lancé à la fin 2023, la wilaya de Blida aura achevé l'opération de distribution des logements publics locatifs, a indiqué le wali, Ibrahim Ouchen dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie. "Le parc immobilier de la wilaya ne

dispose pas actuellement de logements publics locatifs prêts à être distribués", a-t-il noté. Il a relevé, toutefois, que la wilaya compte un petit quota de logements réalisés au titre du programme d'éradication de l'habitat précaire, programmé à la distribution dans les prochains jours. Le même responsable a fait cas du parachèvement, en cours, d'un programme de lo-

gements publics locatifs de près de 1.700 unités, en vue de sa distribution dans les deux prochains mois, en plus d'un autre programme de logements promotionnels aidés (LPA). De nombreux bénéficiaires des décisions d'affection ont exprimé leur joie, d'autant plus que l'opération intervient à la veille de l'Aid El-Adha (Fête du sacrifice).

«L’Afrique laissera-t-elle les Big Tech monopoliser l’infrastructure Internet ?»

Les récentes pannes de réseau, liées à des défaillances de câbles sous-marins, rappellent la nécessité de renforcer la connectivité du continent

Par Marie de Vergès

Imaginez un rendez-vous d'affaires réunissant le gratin du business et de la finance de tout un continent... sans connexion Internet. L'Africa CEO Forum, mini-Davos africain organisé par le média Jeune Afrique, dont la dernière édition s'est tenue mi-mai à Kigali, au Rwanda, a frôlé ce scénario catastrophe. Le 12 mai, deux câbles sous-marins ont été endommagés en Afrique de l'Est, provoquant d'importantes perturbations au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda. « Je n'arrive à envoyer aucun e-mail », remarque avec agacement une participante à la veille du sommet. Le gros des désagréments a été évité aux hommes d'affaires venus « réseauter » dans la capitale rwandaise. Mais les jours précédents, des commerçants, étudiants ou conducteurs de VTC de toute la région ont dû composer tant bien que mal avec ces interruptions. De quoi raviver les craintes d'une trop grande fragilité des réseaux sur le continent, deux mois après un événement similaire survenu en Afrique de l'Ouest : mi-mars, quatre câbles ali-

mentant une dizaine de pays ont été rompus par un éboulement sous-marin, avec des conséquences massives pour les internautes de Côte d'Ivoire, du Bénin ou du Nigeria.

« Un signal d'alarme »

L'Afrique serait-elle plus exposée que le reste du monde à ces péripéties ? La majeure partie du trafic de l'Internet mondial passe par des câbles de fibre optique posés sur les fonds marins. Les incidents sont fréquents tout autour du globe. Mais si les coupures semblent affecter plus particulièrement le continent, c'est que sa résilience est plus faible. Autrement dit, l'infrastructure y est moins étoffée qu'ailleurs, qu'il s'agisse du nombre de câbles ou de points de branchement qui desservent et relient chacun des pays. En dépit de ces lacunes, la dépendance de l'Afrique vis-à-vis du numérique ne cesse de s'accroître. L'Internet mobile y progresse plus vite que partout ailleurs dans le monde. Et de nombreuses entreprises, jusqu'aux plus petites opérant dans le secteur informel, ne peuvent plus se passer de

la Toile pour servir leurs clients. Le numérique s'est imposé comme un moteur indispensable pour « créer des revenus et des emplois » et « réduire la pauvreté », insistait Makhtar Diop, le président de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, lors d'un panel à Kigali. « Depuis le Covid-19, nous avons pris conscience de l'importance de la technologie pour faire tourner nos économies, confirme le ministre rwandaise des nouvelles technologies, Paula Ingabire. Ces dernières pannes sont un signal d'alarme. Nous avons besoin de plus d'investissements pour rendre l'infrastructure plus robuste. » En réalité, d'énormes progrès ont déjà été réalisés ces dernières années pour équiper la région. Et les initiatives déployées par les géants du numérique devraient encore renforcer sa connectivité. Citons Equiano, le câble de 15 000 kilomètres construit par Alphabet (Google) entre le Portugal et l'Afrique du Sud. Ou encore 2Africa, projet colossal de 45 000 kilomètres qui fait le tour du continent, piloté par Meta. Le débit en Afrique pourrait être multiplié par

six entre 2022 et 2027, selon les estimations de la SFI.

Nouvelle « logique coloniale »

Mais si ces efforts contribuent à combler le fossé numérique, ils risquent de nourrir les débats sur un autre type de vulnérabilité : celle liée à la régulation et au contrôle des données. Dans un monde où les data font figure de nouvel or noir, l'Afrique finira-t-elle par perdre au change en laissant les Big Tech monopoliser l'infrastructure Internet ? D'ores et déjà, les critiques vont bon train sur l'instauration d'une nouvelle « logique coloniale » comme s'en émeuvent deux chercheurs de la Fondation Mozilla dans un récent document consacré aux câbles sous-marins de Google et de Meta. Une chose est sûre : l'Afrique a plus que jamais besoin d'être connectée. Une autre l'est moins : la capacité d'atteindre cet objectif en garantissant la souveraineté numérique des Etats. Pour concilier ce double enjeu, le travail ne fait que commencer.

Source : Le Monde

INGÉNIERIE

L'impact de l'IA et de l'automatisation

Les technologies d'IA, de ML et d'automatisation sont en train de remodeler en profondeur les industries. Une récente enquête de Deloitte indique que 93 % des entreprises manufacturières estiment que l'IA sera une technologie clé pour stimuler la croissance et l'innovation. L'industrie manufacturière a tout à gagner car elle s'appuie sur différents systèmes d'ingénierie qui génèrent de grandes quantités de données, lors de la curation des données, de la conception, ou encore lors de la création de modèles d'IA dans la fabrication des produits. Ces systèmes peuvent être liés à la gestion du cycle de vie des produits (PLM), la planification des ressources de l'entreprise (ERP), ou encore le pilotage de la production (MES). En outre, il existe une grande diversité de données dans l'écosystème des fournisseurs, des équipementiers, des régulateurs et d'autres parties prenantes. D'autre part, les fusions et acquisitions courantes dans cette industrie, entraînent la nécessité d'intégrer constamment de nouveaux concepts, de nouvelles données et une nouvelle culture au sein des entreprises.

L'IA et le Machine Learning (ML) au service des résultats de l'entreprise

Au cours des dernières années, l'IA et l'automatisation ont eu un impact significatif sur l'industrie manufacturière en offrant la possibilité d'examiner les données historiques, de les nettoyer et de les rationaliser. L'IA peut supprimer les informations en double et réduire le nombre de biais afin d'assurer la

normalisation de la base de données. Les systèmes traditionnels d'ingénierie ont permis jusqu'à aujourd'hui de traiter, conserver et réutiliser les connaissances existantes. Ces systèmes transitent vers l'IA de nouvelle génération. Ils offrent une plus grande précision et une meilleure traçabilité, qui sont des atouts importants pour la recherche et le développement de la plupart des chaînes de valeur des produits. Les grands modèles de langage permettent désormais d'apporter l'échelle nécessaire au traitement et à l'extraction des connaissances à chaque fois que cela est nécessaire. Les algorithmes d'IA peuvent piloter des analyses prédictives de la demande et de l'offre en utilisant des modèles ML simples, des modèles de réseaux neuronaux ou des réseaux neuronaux profonds.

Intégration et centralisation des données

Les outils alimentés par l'IA peuvent collecter et intégrer des données provenant de divers systèmes d'enregistrement, tels que les logiciels de CAO/FAO, les appareils IoT, les systèmes ERP, et plus encore, et compléter les entreprises grâce à leurs capacités d'IA. Par exemple, un réseau neuronal artificiel a été utilisé pour une entreprise aérospatiale mondiale afin d'aider à équilibrer les moteurs d'avion.

Nettoyage et préparation des données

L'automatisation peut contribuer au nettoyage et à la préparation des données pour l'analyse, en réduisant les efforts manuels et le temps requis pour le nettoyage des données. Par exemple, une classification et un résumé de docu-

ments juridiques ont été fournis à une entreprise d'informatique et d'électronique grand public.

Maintenance prédictive

Les modèles de maintenance prédictive pilotés par l'IA analysent les données provenant de capteurs et d'appareils IoT pour prédire quand un équipement ou une machine est susceptible de tomber en panne. Par exemple, une société minière mondiale utilise des camions lourds de type mammoth pour transporter le minerai. Un travail a été mené avec leurs équipes pour développer les modèles de diagnostic et de pronostic pour les camions afin d'identifier et de prédire les défaillances. L'ensemble du processus a été développé dans le cadre d'un projet de retour sur investissement.

Recommandations contextuelles et optimisation des performances

L'ingénierie des connaissances peut être utilisée pour développer des systèmes de recommandation qui fournissent aux utilisateurs des contenus, des produits ou des services pertinents en fonction de leurs préférences et de leur comportement. Cela peut grandement améliorer l'expérience de l'utilisateur en rendant les interactions plus efficaces et plus satisfaisantes. Le contrôle et l'optimisation des performances des produits par le biais de tests utilisateurs permettent d'identifier et de résoudre les problèmes qui ont une incidence sur l'expérience des utilisateurs, ce qui débouche sur des conceptions plus accessibles. Les ingénieurs logiciels peuvent déve-

lopper des solutions logicielles personnalisées et des outils d'automatisation qui rationalisent divers processus de fabrication. Cela permet de réduire le travail manuel, de minimiser les erreurs et de garantir une qualité constante des produits, ce qui améliore l'expérience des opérateurs et des utilisateurs finaux.

Maximiser le potentiel de l'IA

Il n'est pas facile pour les fabricants d'intégrer les capacités de l'IA dans leurs systèmes et infrastructures existants. Il existe une résistance culturelle, un manque de talent et l'incapacité d'absorber les nouveaux algorithmes d'IA dans les systèmes existants. Ainsi, il est essentiel de préparer l'organisation à surmonter les obstacles, à conduire le changement et à favoriser une culture de l'innovation pour que l'adoption de l'IA soit couronnée de succès. Les chefs d'entreprise doivent ainsi identifier les freins technologiques qui entravent l'adoption de l'IA, telles que l'infrastructure obsolète, le manque de talents qualifiés ou les problèmes de cybersécurité, la croissance future de l'entreprise, et y remédier par le biais d'investissements et de formations. Les leaders du secteur doivent ainsi devenir les fers de lance de l'innovation et du changement. Il se doivent de créer des espaces et des processus qui encouragent les employés à réfléchir, à expérimenter et à proposer des idées novatrices. Aussi, ils doivent mettre en place les formations nécessaires pour leurs employés et tirer ainsi pleinement parti des nouvelles technologies pour prendre les devants sur le secteur.

MAURITANIE

Le FMI achève les deuxièmes revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit de la Mauritanie

Le conseil d'administration du FMI a achevé le mardi 4 juin, les deuxièmes revues des accords au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et la première revue de l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) avec la République islamique de Mauritanie, selon [imf.org](#). La conclusion de ces revues permet aux autorités de tirer l'équivalent de 21,3 millions de DTS (environ 36,84 millions de dollars). Les résultats attendus des programmes appuyés par le FMI dans le cadre des accords au titre de la FEC et du MEDC et de l'accord au titre de la FRD sont en bonne voie. La croissance économique devrait s'améliorer en 2024. La croissance économique devrait s'améliorer en 2024, tandis que l'inflation a considérablement ralenti, les perspectives économiques demeurent toutefois incertaines.

BUSINESS FORUM CORÉE-TUNISIE-AFRIQUE 2024

De nouvelles opportunités d'affaires et des partenariats stratégiques

C'est le 13 juin 2024 à Tunis que se tiendra l'édition 2024 du Business Forum Corée-Tunisie-Afrique, selon un communiqué de l'ambassade de la République de Corée en Tunisie et la Chambre de commerce tuniso-coréenne. L'évènement de «Business Matching», tenu en partenariat avec le bureau de «Kotra Alger», présentera une plateforme stratégique pour renforcer les relations économiques et commerciales entre la Corée du Sud, la Tunisie et les pays africains.

La manifestation a pour objectif de «favoriser les échanges commerciaux et les collaborations entre les entreprises coréennes, tunisiennes et africaines», annonce le communiqué. Elle rassemblera les acteurs clés de divers secteurs pour «explorer de nouvelles opportunités d'affaires, partager des innovations et établir des partenariats stratégiques». La rencontre sera aussi une occasion pour les entreprises afin qu'elles puissent diversifier leurs marchés et bénéficier de l'expertise coréenne dans des secteurs en pleine croissance. «Cette troisième édition se veut encore plus performante pour maximiser l'effet synergétique de la relation économique triangulaire coréenne, tunisienne et africaine», précise la même source. Les 12 entreprises coréennes participantes prendront également part à la 7e édition de Fita 2024, les 11 et 12 juin. Elles représenteront les

secteurs médical, cosmétique, agroalimentaire ainsi que la vente de voitures d'occasion. Il est prévu, lors du forum, l'organisation de rencontres B2B, opérées par la Kotra, permettant ainsi aux entreprises tunisiennes et africaines de rencontrer directement les représentants des entreprises coréennes.

Lancement de la 2e édition «Leoni Big Event» : Un projet d'extension des usines

La deuxième édition «Leoni Big Event», tenue récemment à Sousse, a été une occasion pour discuter des résultats et des réalisations de 2023, évaluer les performances et analyser les perspectives de croissance de l'ensemble des projets permettant à la société d'accélérer et de consolider son développement. Il s'agit d'un moment spécial de partage entre

la société et ses employés. D'après une communication de «Leoni Tunisie», c'est une façon de mettre en avant «la reconnaissance et la gratification comme une attitude positive indispensable pour bâtir une bonne dynamique de travail au sein de la société». Mohamed Larbi Rouis, directeur Général de «Leoni Tunisie», a qualifié cette édition de «spéciale et exceptionnelle, tant à l'échelle nationale qu'internationale, notamment, avec le changement du propriétaire de la société mère Leoni. Désormais, Stefan Pierer est l'unique propriétaire après avoir procédé à une augmentation de capital dans ladite société. Une opération qui a permis à «Leoni International» de bénéficier d'une bouffée d'oxygène lui permettant de se restructurer et de se consolider. «Leoni Tunisie» s'engage pour la période prochaine dans un projet d'extension de ses usines.

EGYPTE

Le Caire entre dans le top 20 mondial des pays touristiques

Le cabinet espagnol Bloom Consulting a publié le 5 juin, l'édition 2024-2025 de son rapport Country Brand Ranking/Tourism Edition. Selon l'étude, l'Egypte reste la destination africaine la plus visitée. Au plan mondial, la nation des pharaons fait son entrée dans le top 20 mondial. L'Egypte fait désormais partie des 20 destinations les plus attractives de la planète pour les touristes. C'est l'information fournie par l'édition 2024-2025 du rapport Country Brand Ranking

dédiée au tourisme du cabinet Bloom Consulting basé en Espagne. Selon l'étude l'Egypte a gagné 6 places au plan mondial par rapport à la précédente édition du rapport et est désormais le 19e pays de la planète le plus attractif pour les touristes. La performance de l'Egypte obère un ensemble de changements dans le classement africain. Sur les 35 pays africains les plus attractifs pour les touristes, 20 nations ont gagné des places par rapport à leurs positions dans la

précédente édition du rapport. Sao Tome et Principe gagne par exemple 8 places, Djibouti en gagne 5. La Côte d'Ivoire qui a bénéficié en janvier 2024 de l'attention de tout le continent en organisant la Coupe d'Afrique des Nations a gagné 11 places. De manière globale, plus de pays africains semblent faire des efforts supplémentaires pour avoir une meilleure image auprès des touristes. Plutôt que de se cantonner aux revenus touristiques, Bloom Consulting, par exemple, observe

prioritairement le volume des requêtes sur les moteurs de recherche et la performance des sites web et réseaux sociaux des acteurs de promotion touristique. Cela permet de mesurer les efforts fournis pour attirer les touristes. Cela dit, le cabinet ne fournit pas dans son rapport les données spécifiques sur les différents critères qui permettraient par exemple de comparer les segments spécifiques sur lesquels certains pays agissent prioritairement pour se promouvoir dans le monde.

IRAK

Le projet «Route de développement» est entièrement économique

Le Ministre irakien des transports Rezzak Muheybes es-Sadavi a assuré que l'Irak et la Türkiye ont des privilèges en termes de situation géographique, "que nous utiliserons dans l'intérêt de nos peuples". Le ministre irakien des transports, Rezzak Muheybes es-Sadavi, a déclaré que le projet de "Route de développement", qui reliera l'Irak à l'Europe via la Türkiye, n'est pas seulement un chemin de fer et une autoroute. Il s'agit d'un projet d'intégration économique qui permettra aux pays partenaires du projet de s'intégrer économiquement. Le ministre Sadavi a reçu une délégation de 10 personnes composée d'universitaires, de journalistes et d'hommes d'affaires qui ont visité la capitale Bagdad et la ville de Bassorah à l'invitation du Premier ministre irakien. Au cours de la réunion, Sadavi a fait d'importantes déclarations sur le projet de Route de développement, qui vise à ouvrir l'Irak à l'Europe via la Türkiye, et

a déclaré que le projet bénéficiera d'un soutien international et régional, augmentera la qualité commerciale et réduira les coûts de transport. Soulignant que les pays participant au projet de Route de développement, qui sera une nouvelle route commerciale internationale entre l'Asie et l'Europe, ont établi des délégations pour les normes techniques entre eux, Sadavi a précisé que les parties examinaient également les alternatives financières. Sadavi a rappelé que le Grand port de Fav, situé à Bassorah dans le sud de l'Irak, qui est le point de départ du projet de Route de développement, est construit sur 54 kilomètres carrés et sera le plus grand port de la région une fois achevé. "Le Grand port de Fav sera en mesure d'accueillir de grands navires marchands avec une profondeur allant jusqu'à 19,5 mètres parce qu'il se trouve en pleine mer", a-t-il expliqué. Le ministre a indiqué que le port com-

mencerait à fonctionner à la mi-2025, ajoutant qu'il comprendrait une grande base militaire, des raffineries pétrochimiques, des installations de stockage de gaz naturel et des usines de traitement de l'eau. Des zones résidentielles et industrielles seront construites autour du port. "La péninsule de Fav deviendra la plus grande région industrielle et touristique du Moyen-Orient."

"Le port du Grand Fav sera au cœur du projet de Route de développement"

Sadavi a souligné que le port du Grand Fav offrirait une importante valeur ajoutée au commerce mondial et régional grâce au projet de Route de développement. "Le port du Grand Fav sera au cœur du projet de route de développement". La société italienne PEG Infrastructure réalise actuellement des études de faisabilité sur le tracé du projet de Route de

développement, qui sera relié à la frontière turque par 1 200 kilomètres d'autoroutes et de lignes ferroviaires partant du port du Grand Fav, a indiqué Sadavi, qui a précisé que "75 % de l'esquisse du projet ferroviaire a été réalisée. Les trains de passagers circuleront à une vitesse de 300 kilomètres. La vitesse des trains de marchandises sera de 140 kilomètres par heure". Le ministre irakien a ajouté que l'esquisse de l'autoroute à construire dans le cadre du projet était achevée à 65 % et qu'ils continuaient à négocier avec la société italienne de conseil sur la question de l'expropriation dans les zones où passent les lignes d'autoroute et de chemin de fer et sur les installations à construire autour de la ligne. Il a également indiqué qu'une loi spéciale était en cours d'élaboration pour le Grand Port de Fav afin d'offrir des opportunités aux investisseurs et aux hommes d'affaires.

SÉNÉGAL

78 millions d’euros pour améliorer la qualité des produits animaux

La première phase du Programme national de développement intégré de l’élevage au Sénégal (PNDIES-P1) pour développer les chaînes de valeur lait, viande et miel, a réuni ses différents partenaires lors d’un atelier le 28 mai dernier à Dakar.

Il s’agit du ministère de l’Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de l’élevage du Sénégal, de la Banque africaine de développement, de la Banque islamique de développement (BID) et de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). Le programme contribuera à accroître durablement la compétitivité dans le secteur de l’élevage et les opportunités d’emplois des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeur animales. La phase 1 du projet, d’un coût total de 78,60 millions d’euros, est financée pour 39,30 millions d’euros par la Banque africaine de développement, pour 39 millions d’euros par la BID, et pour 300 000 euros par le Centre mondial pour l’adaptation climatique (GCA). L’objectif visé est d’accroître durablement la productivité et les productions animales, d’améliorer la transformation et la mise en marché des produits animaux et d’améliorer la professionnalisation des acteurs. Le projet d’une durée cinq ans sera mis en œuvre dans les régions de Dakar, Diourbel, Fatick, Louga, Kaffrine, Kaolack, Kolda, Sédhiou, Thiès et Ziguinchor. Au moins 32 000 personnes, impliquées dans les chaînes de valeur de l’élevage profiteront directement du projet parmi lesquelles 16 000 femmes et jeunes. En outre, 950 000 personnes (dont 51 % de femmes) bénéficieront indirectement de la mise en œuvre du projet. Il permettra plus généralement d’améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la santé publique des populations rurales et urbaines du Sénégal grâce à la mise en place d’un système de contrôle des produits alimentaires d’origine animale, assurant ainsi la sûreté des produits. Le redéploiement du service vétérinaire sur l’étendue du territoire, avec la construction ou la réhabilitation de laboratoires régionaux,



permettra de supprimer les abattages clandestins et d’améliorer ainsi l’hygiène et la sécurité sanitaire des denrées animales. Pendant deux ans environ, durant sa phase de conception, le projet a adopté une démarche participative, holistique et inclusive, associant l’ensemble des parties prenantes : services techniques des ministères concernés, organisations des producteurs et d’éleveurs, groupements de femmes et de jeunes, société civile, secteur privé et partenaires techniques et financiers. La mise en œuvre du projet se fait autour de trois composantes : productivité et productions animales, transformation ; mise en marché des produits animaux et professionnalisation des acteurs et enfin, coordination et gestion du projet. En ouvrant l’atelier, Ousmane Mbaye, le secrétaire général du ministère de l’Agriculture, a mis en avant l’importance du programme pour atteindre la souveraineté alimentaire et l’autosuffisance en produits d’origine animale. Il a salué l’appui de la Banque africaine de développement, exprimant « la gratitude des autorités sénégalaises pour l’appui constant au secteur de

l’élevage ». Hatem Fellah qui représentait Mohamed Cherif, le chef du bureau pays de la Banque au Sénégal, a salué le dynamisme de la coopération entre les trois bailleurs - dont la Banque - et le gouvernement du Sénégal. Il a également rappelé l’importance que la Banque africaine de développement attachait à la réussite de ce programme et insisté sur la nécessité de sa mise en œuvre efficace. M. Fellah a ajouté que le Groupe de la Banque africaine de développement déploiera tous les efforts nécessaires pour soutenir les équipes du ministère tout au long de l’exécution du programme. Le portefeuille actif du Groupe de la Banque africaine de développement pour le Sénégal, au 25 avril 2024, comprenait 39 opérations, pour des financements d’environ 2,5 milliards d’euros. Un taux de 21 % des opérations est destiné au secteur agricole qui arrive en deuxième position derrière les transports (30 %) et devant les autres secteurs : finance (15 %), gouvernance (10 %), énergie (8 %), eau et assainissement (7 %), industrie (4 %), social (3 %) et communication (2 %).

TANZANIE

Un nouveau fournisseur de graphite non chinois

La Tanzanie devrait fournir plus de 10 % de l’offre mondiale de graphite d’ici 2030, contribuant à réduire la domination chinoise sur ce marché. Dans ce pays d’Afrique de l’Est, une nouvelle mine de graphite vient de démarrer ses exportations. Walkabout Resources a annoncé le 7 juin la première expédition d’un lot de concentré de graphite produit à sa mine tanzanienne Lindi Jumbo. Cette première cargaison destinée à l’Europe intervient durant la phase de mise en service de la mine et contribuera à la hausse des exportations de graphite de la Tanzanie, troisième producteur africain

de ce produit. L’entrée en production de Lindi Jumbo augmente surtout la part de la production mondiale de graphite non contrôlée par la Chine, qui assure actuellement environ 70 % de la production mondiale de graphite naturel et synthétique. Plusieurs clients occidentaux cherchent donc à diversifier leurs sources d’approvisionnement pour réduire leur dépendance à l’empire du Milieu. Avec sa nouvelle mine capable de livrer annuellement 40 000 tonnes de graphite, Walkabout se positionne comme l’une des alternatives à cette domination de Pékin. « Nous avons maintenant l’occasion de

nous engager avec davantage d’utilisateurs finaux, car nous continuons de démontrer que nous avons un produit viable et que nous sommes des concurrents sérieux dans le développement de l’approvisionnement en graphite non chinois », explique Andrew Cunningham, DG de la compagnie australienne. Pour rappel, c’est également en Afrique, précisément au Mozambique, que se trouve la plus grande mine de graphite en dehors de la Chine. Il s’agit de Balama, un projet exploité par l’australien Syrah Resources et capable de livrer 350 000 tonnes de graphite par an.

GUINÉE

Nouvelle raffinerie de bauxite en projet

La Guinée est le 2ème producteur mondial de bauxite, mais ne dispose que d’une raffinerie pour transformer le minerai. Pour accroître la valeur créée localement, les autorités insistent depuis des mois pour que les producteurs développent des raffineries. La Guinée aurait signé un accord contraignant pour la construction d’une raffinerie de bauxite, selon deux sources du ministère des Mines citées par Reuters, qui évoque une filiale d’Emirates Global Aluminium (qui a exporté environ 14 millions de tonnes de bauxite guinéenne en 2022), ainsi qu’Aluminium Corporation of China (Chinalco) comme partenaires du projet. L’usine, dont le coût est estimé à environ 4 milliards USD, présentera une capacité de 2 millions de tonnes par an, et livrera annuellement 1,2 million de tonnes d’alumine. Elle devrait entrer en service d’ici septembre 2026. Ce projet répond à l’insistance du gouvernement guinéen, qui appelle depuis 2021 les producteurs de bauxite actifs sur son territoire, à transformer localement le minerai d’aluminium. Pour l’instant, une seule usine y est en activité, la raffinerie Friguia du géant russe de l’aluminium Rusal. Au cours des derniers mois, les négociations se sont intensifiées, avec l’annonce en mars 2024 d’un projet similaire par Alteo Refinery Guinea. De nouveaux chantiers d’usine pourraient être annoncés prochainement. Cependant, différents challenges restent à relever pour garantir le fonctionnement et la viabilité économique de ces projets. Le plus évident reste l’accès à l’énergie, dans un pays où seulement 46,8% de la population avait accès à l’électricité en 2021, selon les dernières données de la Banque mondiale. Si la Guinée arrive à impulser une véritable industrialisation dans les mines, le pays devrait accroître la contribution de ce secteur à l’économie. Pour rappel, le secteur minier représente plus de 90% des exportations et 21% du PIB guinéen à fin 2021, selon le FMI.

APRÈS UN MARCHÉ DU TRAVAIL AMÉRICAIN PLUS FORT QUE PRÉVU

Wall Street en léger repli

Après une séance en dents de scie bousculée par l’annonce de fortes créations d’emplois aux États-Unis, la Bourse de New York a terminé en léger repli, tout en se maintenant proche de ses records.

Le principal indice boursier canadien a chuté de 1%, mené par les secteurs de l’industrie, des services publics et des métaux de base. Les indices boursiers à la fermeture À Toronto, le S&P/TSX a reculé de -222,10 points (-1,00%) à 22 007,00 points. À New York, le S&P 500 a baissé de -5,97 points (-0,11%) à 5 364,99 points. Le Nasdaq a perdu -40,00 points (-0,23%) à 17 133,12 points. Le DOW a reculé de -87,18 points (-0,22%) à 38 798,99 points. Le huard a baissé de -0,0050\$ US (-0,6840%) à 0,7260 \$US. Le pétrole a lâché -0,17 \$US (-0,23%) à 75,38 \$US. L’or a descendu de -79,80 \$US (-3,34%) à 2 311,10 \$US. Le bitcoin a perdu -1469,72666 \$US (-2,0768%) à 69 299,21 \$US. L’économie américaine a créé bien plus d’emplois que prévu en mai avec 272 000 embauches, contre 165 000 le mois d’avant et 190 000 prévues. Ces chiffres sont en soi «une bonne nouvelle pour les travailleurs qui cher-

chent un emploi», a commenté Robert Frick de Navy Federal Credit Union. Mais pour la Bourse, ils signifient que le marché du travail est encore dynamique, soutenu aussi par une progression des salaires, ce qui éloigne a priori une prochaine réduction des taux de la Fed, la banque centrale américaine. Les taux obligataires ont bondi après la publication, passant à 4,42% au lieu de 4,28% pour ceux à dix ans, entraînant un repli plus important des indices boursiers en début de séance. Cela a été suivi par une envolée du dollar qui prenait 0,81% par rapport à l’euro à 1,0802 dollar américain (\$US) pour un euro, vers 15 h 25. «Ces chiffres de l’emploi éliminent toute chance que la Fed réduise ses taux d’intérêt en juillet», a estimé Ian Shepherdson, de Pantheon Macroeconomics. Il continue néanmoins à parier sur une baisse des taux en septembre. Les investisseurs ont aussi été refroidis par la hausse de 0,4% du salaire horaire en mai, qui remonte sur un an à 4,1% contre 3,9%. La progression des salaires peut nourrir l’inflation.

Le taux de chômage, mesuré par une enquête séparée, est lui monté à 4% au lieu de 3,9%. «Ces données ne laissent pas beaucoup de marge de manœuvre à la Fed. C’est le marché était d’abord vendeur», a commenté Adam Sarhan de 50 Park Investments. Il se focalise déjà sur l’indice d’inflation CPI qui doit être publié avant l’issue de la réunion monétaire de la Réserve fédérale mercredi. «Si le CPI est inférieur aux prévisions, cela pourrait ouvrir la possibilité à la Fed de réduire ses taux cet été ou peut-être à l’automne», a-t-il indiqué. À la cote, sept secteurs sur les onze du S&P 500 ont conclu dans le rouge, notamment l’immobilier (-0,86%) très sensible à la persistance de taux d’intérêt élevés qui renchérissent les crédits

immobiliers. Au sein du Dow Jones, les valeurs liées aux consommateurs se sont repliées comme le géant des hypermarchés Walmart (WMT, -1,89%), la chaîne de bricolage Home Depot (HD, -1,25%) ou encore McDonald’s (MCD, -1,74%). Après une envolée spectaculaire jeudi de 47%, l’action virale et très spéculative GameStop (GME) s’est effondrée de 39,36% à 28,23 \$US. L’événement pour l’action des magasins de jeux vidéo a été l’intervention en streaming sur YouTube, pour la première fois depuis trois ans, du boursicoteur Keith Gill baptisé «Roaring Kitty» (chat rugissant), à l’origine du mouvement des «meme stocks» - ces titres portés par les échanges sur les réseaux sociaux.

EUROPE

Nette baisse en Europe après les élections européennes

Les principales Bourses européennes sont dans le rouge lundi en matinée, principalement en France, dans un contexte d’incertitudes politiques liées aux résultats des élections européennes marquées par la percée des mouvements d’extrême droite et le choix d’une dissolution de l’Assemblée nationale en France. À Paris, le CAC 40 abandonne 1,82% à 7.856,53 points vers 07h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 perd 0,7% et à Francfort, le Dax reflue de 0,77%. L’indice EuroStoxx 50 fléchit de 1,15%, le FTSEurofirst 300 de 0,77% et le Stoxx 600 de 0,62%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une baissehausse de 0,27% pour le Dow Jones , de 0,19% pour le Standard

& Poor’s 500 et de 0,17% pour le Nasdaq après une séance dans le rouge vendredi liée à la robustesse des chiffres mensuels de l’emploi américain. La nervosité domine en Europe alors que les partis nationalistes eurosceptiques ont réalisé une nette percée lors des élections législatives européennes qui se sont achevées dimanche. Cela a conduit en France Emmanuel Macron à annoncer, à la surprise générale, une dissolution de l’Assemblée nationale et la tenue de nouvelles élections législatives les 30 juin et 7 juillet. Sur le marché des changes, l’euro est tombé à un creux d’un mois face au dollar, à 1,076 dollar (-0,37%), tandis que dans l’obligataire, le rendement de l’OAT à dix ans avance

de 5,6 points de base, à 3,1867%. L’écart de rendement (spread) entre le Bund allemand et l’OAT française à dix ans s’affiche à 54,21 points de base, soit une hausse de près de six points. En Italie, le rendement du BTP à dix ans ans a atteint un plus haut depuis décembre, à 4,038%, soit une progression de huit points de base. Sur le marché actions, tous les grands compartiments du Stoxx 600 sont dans le rouge, reflet des interrogations des investisseurs sur les risques liés à l’orientation politique future de l’Union européenne. La consommation cycle (-1,27%) et le secteur bancaire (-0,86%) sont particulièrement attaqués, avec notamment à Paris Société générale (-4,76%) et BNP Paribas (-4,26%)

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Juin 2024 Valeur : 11 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2665	134.2815
1	EUR	EURO		146.1894	146.2594
1	GBP	POUND STERLING		171.7842	171.8693
100	JPY	JAPANESE YEN		86.3450	86.3713
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5364	18.5390
1	CHF	SWISS FRANC		150.8951	150.9290
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1696	98.2092
1	DKK	DANISH KRONE		19.5984	19.6017
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9527	12.9564
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7308	12.7345
1	AED	UAE DIRHAM		36.5530	36.5591
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7987	35.8046
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.2066	438.5418
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9867	43.4187
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5867	13.5882
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4293	27.5698
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5352	3.5356
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.0037	178.0037

FRANCE

La prudence domine !

Le CAC40 cash a clôturé la séance baisse de 0,48% à 8001,80 dans un volume de 3.342 MD€ et gagné 0,11% sur la semaine. Le marché parisien a fini la semaine dans le rouge, pénalisé par l’annonce d’un marché du travail toujours tendu aux Etats-Unis avec une inflation salariale qui s’accélère m’étant ainsi des bâtons dans les roues de la Fed. La BCE mais aussi les banques centrales du Canada, de Suisse, de Suède et du Danemark ont désormais un train d’avance sur la Réserve fédérale américaine et la

Banque d’Angleterre, dont une première détente n’est pas attendue avant la fin de l’été, voire l’automne. Les opérateurs ont réduit leurs pronostics sur l’ampleur de la détente de la Banque centrale européenne à seulement 33 points de base pour le reste de l’année. Du côté de l’intérêt, le constat est le même depuis le 20 Mai dernier et les initiatives restent en berne, alors que les séances de hausse se traduisent par la baisse du nombre de contrats futures en Europe. Le ratio Put Call est optimiste et le

ratio de couverture indique désormais plus de prudence de la part des opérateurs tandis que la volatilité qui était descendue à 10,5 est remontée autour de 13. Sur le future JUIN Les résistances sont : 8015 et 8049, 8091 et 8120 puis 8149, 8208,5 puis 8267. Les supports sont : 7974, 7916 et 7886 voire 7830 puis 7741 voire 7616 et la zone 7404/7478. En intraday, la tendance est neutre entre 7916 et 8091. Graphiquement, le Future CAC40 (Cf. graphique joint en 14 Heures)

a confirmé son incapacité à franchir cette résistance oblique qui part du 16 mai dernier. Les rebonds ont de plus en plus d’amplitudes mais plafonnent contre cette zone de résistance oblique. Au niveau des indicateurs techniques, les histogrammes du MACD se retournent à la baisse et le RSI est toujours sur une trajectoire positive mais tente à se neutraliser, indiquant une possible sortie par le haut. Pour se faire, il faudra déjà sortir de cette zone de neutralité en franchissant 8049 points et surtout la

zone de réactivation haussière à 8091. Si tel était le cas, il ne resterait plus qu’à sortir par le haut du large trading range au-dessus de 8149 pour revenir au contact du top historique. A l’inverse, un retour 7944 et surtout 7910 pourrait entraîner une nouvelle accélération baissière en direction de 7876 et 7830 points. A ce stade, l’indice devra se reprendre sous peine de voir les vendeurs revenir en force avec un risque d’extension à la baisse en direction de la zone des 7700 points.

JAPON

Le PIB a reculé de 0,5% au premier trimestre

Le PIB du Japon a reculé de 0,5% au premier trimestre comparé au précédent, selon une nouvelle estimation publiée lundi confirmant les chiffres préliminaires annoncés le mois dernier, qui mettaient en évidence la faiblesse des exportations et de la consommation privée.

Les exportations de l'archipel ont chuté au premier trimestre de 5,1% (-5% lors de la première estimation), tandis que ses importations ont reculé de 3,3% (contre -3,4% précédemment), selon les chiffres du gouvernement. La consommation privée a quant à elle baissé de 0,7% (chiffre inchangé). L'économie japonaise a notamment pâti entre janvier et mars des effets de scandales dans l'industrie automobile locale. Le constructeur automobile Daihatsu, filiale du géant Toyota, a ainsi été obligé de suspendre toute sa production au Japon fin décembre, après la publication d'un rapport indépendant ayant mis en évidence de nombreuses irrégularités dans les tests de ses produits. Ce groupe spécialisé dans les mini-véhi-

cules avait repris progressivement sa production dans l'archipel à partir de février, et a annoncé le mois dernier un retour à la normale. Cette affaire a fortement embarrassé sa maison mère, Toyota, très soucieux de sa réputation au Japon, qui s'attend pour l'exercice 2024/25 à un léger repli de ses ventes mondiales en volume, notamment à cause du déclin attendu des ventes au Japon de Daihatsu. L'archipel a aussi subi au premier trimestre les effets d'un séisme dévastateur survenu au Nouvel an au large de la péninsule de Noto, au centre de l'archipel, qui a fait plus de 240 morts et d'importants dégâts. La consommation des ménages au Japon a quant à elle reculé de 0,8% (contre -0,7% lors de la première estimation) sur l'en-

semble du premier trimestre. Cet indicateur a reculé sans discontinuer entre mars 2023 et mars 2024, alors que l'inflation continue à progresser plus vite que les salaires dans le pays et que la faiblesse du yen, accentuée par la politique monétaire accommodante de la Banque du Japon (BoJ), fragilise aussi leur pouvoir d'achat. La consommation des Japonais a cependant augmenté en avril pour la première fois en quatorze mois, et cette embellie pourrait se poursuivre alors que les négociations salariales qui ont lieu chaque printemps au Japon devraient entraîner des augmentations de plus de 5% cette année, un record depuis plus de trente ans. La croissance japonaise au quatrième trimestre 2023 a par ailleurs été révisée lundi à 0,1%, contre 0% précédemment.

ETATS-UNIS

Vers le maintien des taux de la Fed, en raison de l'inflation

Alors que les observateurs tablaient initialement sur une baisse de taux en septembre, il est de plus en plus probable que celle-ci intervienne en novembre, en raison d'une inflation persistante et d'un taux de chômage en hausse. La Fed devrait maintenir ses taux à leur plus haut niveau en 20 ans, cette semaine lors de sa réunion, car l'inflation reste forte aux Etats-Unis, creusant l'écart avec son homologue européenne, la BCE, qui vient d'abaisser les siens. "La Réserve fédérale maintiendra ses taux inchangés, entre 5,25 et 5,50%", anticipe ainsi Gregory Daco, chef économiste pour EY Parthenon. Mais, prévient-il, "c'est tout ce que nous savons. Le reste de la communication de la Fed est au mieux inconnue, voire floue". Après avoir re-

levé ses taux face à la forte inflation, entre mars 2022 et juillet 2023, la Fed réfléchit désormais à les abaisser. Mais, pour lancer le mouvement, les responsables de l'institution veulent être certains que les prix cessent de flamber. Or, le début de l'année n'a pas apporté de bonnes nouvelles sur ce front, avec un rebond de l'inflation.

Concentration

"La Fed reste concentrée sur l'inflation", et ce sont ces données qui "vont déterminer si la Fed baisse ses taux en septembre ou non", souligne Krishna Guha, économiste pour Evercore, société de conseil en investissements. Les acteurs du marché sont de plus en plus nombreux à anticiper une pre-

mière baisse des taux pour novembre, et non plus pour septembre. Et plus de la moitié d'entre eux voient une seule baisse ou pas de baisse du tout en 2024, selon l'évaluation de CME Group. "S'il n'est pas inhabituel que les décideurs de la Fed se montrent extrêmement prudents à l'approche du début d'un nouveau cycle de politique monétaire, l'attention et le débat autour du calendrier de la première baisse des taux de la Fed sont devenus excessifs", relève encore Gregory Daco. Le temps fort de la réunion de la Fed sera la publication des prévisions économiques actualisées. Les responsables de l'institution diront notamment s'ils envisagent toujours de baisser les taux en 2024, et à combien de reprises.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Wellington veut mettre fin à une interdiction de l'exploration pétrolière et gazière

Le gouvernement néo-zélandais a déclaré dimanche son intention de revenir sur une interdiction des nouvelles explorations pétrolières et gazières décidée en 2018, ce qui a provoqué l'indignation de l'opposition et de groupes de défense de l'environnement. "Le gaz naturel nous est crucial pour nous éclairer et pour faire marcher notre économie, en particulier durant les pics de consommation", s'est justifié le ministre néo-zélandais de l'Energie et des Ressources naturelles Shane Jones, dans un communiqué. Le ministre prévoit également d'assouplir les procédures d'appels d'offres

pour les demandes d'exploration pétrolière. Il a précisé que le secteur pétrolier et minier contribuait au PIB à hauteur de plus de 1,1 milliard d'euros en 2020-2021. "Lorsque le gouvernement précédent, a interdit les explorations en 2018 (...) cela a également réduit les investissements dans la poursuite du développement de nos gisements de gaz connus", a ajouté le ministre. Chloe Swarbrick, députée écologiste, a réagi à cette annonce en déclarant que le gouvernement "nourrissait le feu du changement climatique avec le gaz et le

pétrole". "Nous pouvons disposer d'une économie plus durable et plus efficace en donnant la priorité aux énergies propres", a-t-elle affirmé. Cette annonce intervient au lendemain de manifestations organisées dans plusieurs grandes villes de Nouvelle-Zélande, s'opposant à une autre initiative du gouvernement souhaitée pour stimuler l'économie. Cet autre projet de loi permettrait d'accélérer les autorisations pour les grands projets d'infrastructure et de contourner plusieurs réglementations environnementales.

FINLANDE
La banque centrale déclare que la reprise économique commencera à la fin de 2024



L'économie finlandaise restera marquée par la récession jusqu'à la fin de l'année 2024, malgré la baisse de l'inflation, a déclaré la Banque de Finlande. "L'environnement opérationnel en dehors de la Finlande est difficile et les perspectives pour l'économie ont continué à se détériorer pendant l'automne", a déclaré Meri Ostbaum, responsable des prévisions, dans un communiqué. La banque centrale s'attend à ce que le produit intérieur brut de 2024 se contracte à un taux de 0,2 % au lieu de croître à un rythme de 0,2 %, comme elle l'avait estimé en septembre. Elle a maintenu sa prévision d'inflation à 1 %.

CHINE
La consommation de gaz naturel en hausse de 11,9 % de janvier à avril

La consommation de gaz naturel de la Chine a connu une forte croissance au cours des quatre premiers mois de 2024, totalisant 143,73 milliards de mètres cubes, soit une hausse annuelle de 11,9%, a annoncé la Commission nationale du développement et de la réforme. Pour le seul mois d'avril, la consommation a augmenté de 11,8% par rapport à la même période l'année dernière pour atteindre 35,46 milliards de mètres cubes, selon la commission. Le pays a produit 83 milliards de mètres cubes de gaz naturel pendant la période janvier-avril, soit une hausse de 5% sur un an, a indiqué le Bureau d'Etat des statistiques (BES). La Chine a par ailleurs importé 43 millions de tonnes de gaz naturel au cours de la même période, en hausse de 20,7% en glissement annuel, selon le BES.

Les robots humanoïdes débarquent dans les usines automobiles!

Le géant chinois Dongfeng a signé un partenariat pour introduire des robots humanoïdes dans le processus de production de ses voitures.

Comme tout ce que touche Elon Musk, on parle beaucoup d'Optimus, son robot humanoïde déjà apparu sur scène lors de grandes présentations Tesla. Si le but à terme est, entre autre, de pouvoir le mettre sur une ligne de production, il a d'ailleurs déjà été testé en ce sens, du côté de la Chine, des robots qui ont deux bras et deux jambes sont déjà utilisés dans certaines usines. Et comme vient le confirmer un nouveau partenariat avec l'un des plus grands constructeurs de l'Empire du Milieu, il y sont de plus en plus présents. En effet, Dongfeng Motor Corporation vient de signer un partenariat avec Ubtech Robotics portant sur des robots humanoïdes capables de produire (ou presque) des voitures.

Travailler 24 heures sur 24

Son nom : Walker S. Sa taille : 1,70 mètre. Particularité : il possède 41 "servo-joints" haute performance, sortes d'articulations, et des capacités sensorielles qui lui permettent d'interagir avec son environnement, que ce soit des objets ou des personnes. Bon si on regarde la vidéo (ci-dessous) du Walker S publiée par Ubtech sur les lignes de production de Nio, où il officie déjà, il faut bien avouer qu'il ne semble pas encore très assuré. Notamment dans sa façon de marcher. En revanche, sa rotation de poignet à 360° pour s'assurer de la qualité de fabrication de la ceinture de sécurité semble être efficace et en tout cas plus dure à reproduire par une personne en chair et en os !

Pas de rébellion des robots

Rappelons que le robot d'Ubtech a été développé pour remplir différentes tâches dans le processus de fabrication de la voiture, comme des tests de poignées de porte, des contrôles qualité de la carrosserie ou encore coller le logo de la voiture. Des tâches à ce jour certes relativement simples. Il n'empêche, si l'on a encore (heureusement !) besoin d'êtres humains pour faire tourner les usines, ces derniers ne sont évidemment pas prêts à travailler 24 heures sur 24 chaque jour de l'année. Ce que les robots pourraient bien faire, et ce, sans se rebeller ni broncher. Pas encore...

Toyota croit encore au moteur thermique

En présentant deux nouveaux quatre cylindres dont la conception inédite devrait leur permettre de changer la donne face à la vague d'électrification. EN effet, ils pourront être alimentés en essence, e-fuel, biodiesel ou hydrogène !



Toyota a profité de son engagement en compétition avec des moteurs alimentés en hydrogène pour développer sa nouvelle génération de moteurs à combustion internes capables de fonctionner avec des carburants neutres en carbone. Il en ressort deux nouveaux 4 cylindres de 1,5 et 2,0 l de cylindrées. Tous deux sont proposés avec une suralimentation via un turbocompresseur mais le plus petit existe également en version atmosphérique. Destinés à intégrer une chaîne cinématique hybride, ils ont été conçus pour être 10 à 20 % plus compacts, plus légers et développent moins de couple en raison d'une course plus courte. Un déficit de Nm qui ne prête pas à conséquence en raison de leur association à un ou plusieurs moteurs électriques. Par contre, ils seraient compatibles avec la norme Euro 7.

Plus flexible

L'avantage de cette nouvelle motorisation thermique plus compacte et plus légère est qu'elle s'adapte parfaitement à une architecture hybride et autorise une conception plus basse, donc plus aérodynamique donc plus efficace. Surtout, elle annonce une philosophie similaire à celle d'autres marques asiatiques en termes d'hybridation rechargeable surtout : le moteur thermique sert avant tout de support au moteur électriques. Mais elle pourra aussi autoriser de futures sportives de caractère ? Comme une nouvelle génération de Toyota MR 2 ? L'avenir nous le dira !

thermiques capables de fonctionner avec différents types de carburants tels que l'essence, le carburant synthétique (e-fuel), le biodiesel ou encore l'hydrogène. De quoi révolutionner le marché et apporter une véritable alternative crédible aux voitures électriques à batterie ?

Neutralité carbone

Pour Toyota, le tout électrique ne constitue pas une solution unique incontournable. Non seulement le numéro 1 mondial veut croire en un avenir pour le moteur à combustion interne et s'est associé à d'autres marques japonaises pour développer des solutions alternatives comme l'hydrogène, mais Toyota a présenté deux nouveaux moteurs

L'Allemagne ne veut pas du protectionnisme face à la Chine

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est prononcé contre d'éventuelles mesures protectionnistes de l'Union européenne visant les voitures électriques produites en Chine. Certes, la France s'est positionnée en précurseur pour pénaliser les voitures électriques produites en Chine en leur refusant toute prime à l'achat, dans un contexte où l'Union européenne envisage d'imposer des droits de douane majorés aux voitures électriques chinoises suite à son enquête ayant révélé que l'État chinois subventionnait les exportations de ses constructeurs vers l'Europe. Mais tous les pays européens ne partagent pas cette approche puisque l'Allemagne – par l'intermédiaire de son chancelier Olaf Scholz – a indiqué qu'elle n'était pas favorable à de

telles mesures. Selon Mr. Scholz : « l'industrie automobile allemande tire profit de ses activités en Chine et sera en mesure de concurrencer les constructeurs automobiles de ce pays asiatique si le commerce reste "équitable et libre".

Oeil pour oeil...

Selon Olaf Scholz, la décision de l'UE d'imposer des droits de douane visant les voitures électriques chinoises constituerait une erreur stratégique. Le chancelier allemand a précisé, à l'occasion d'un événement organisé par Opel – une marque du groupe Stellantis – à Rüsselsheim, que « l'isolement et les barrières douanières illégales ne font que rendre tout plus cher et tout le monde plus pauvre », arguant



qu'en fermant ses portes aux entreprises étrangères on prenait le risque de voir ces dernières faire de même en retour.

Ne pas ralentir le progrès

Des mesures protectionnistes à l'égard de l'industrie automobile chinoise pour protéger les constructeurs européens qui souffrent d'une demande en baisse pour les VE aurait un double effet négatif. Outre le risque de mesures de représailles de la Chine à l'égard des marques européennes, cela inciterait ces dernières à ralentir le développement de leur technologie électrique et donc à prendre du retard face aux concurrents asiatiques et américains. Une double peine que l'industrie automobile européenne pourrait regretter amèrement.

RECALL ET VIE PRIVÉE

Microsoft rectifie le tir

Face aux inquiétudes en matière de confidentialité sur la fonctionnalité Recall, Microsoft tente de les apaiser en annonçant qu'elle sera optionnelle et désactivée par défaut. Il renforce par ailleurs la sécurité des données.

Ne pas renoncer, mais arrondir les angles. C'est l'exercice auquel s'est livré Microsoft à propos de la fonctionnalité décrite Recall. Vedette du lancement des PC Copilot+, ce service basé sur l'IA générative est devenu « un cauchemar pour la vie privée » en enregistrant des « instantanés » de l'écran de l'utilisateur toutes les cinq secondes pour fournir un historique consultable des actions sur une période de trois mois. Face aux inquiétudes croissantes, Microsoft a décidé de changer quelques éléments.

Dans un message sur son blog, la firme de Redmond a indiqué que Recall serait optionnel et pourra être désactivé. Pour cela, elle a mis en place une interface de configuration dédiée de l'outil offrant un choix clair pour autoriser ou désactiver les enregistrements de l'écran. Cette possibilité vient s'ajouter aux autres options existantes pour filtrer des programmes spécifiques, le mettre temporairement en pause ou supprimer manuellement des snapshots spécifiques.

Un renforcement de la sécurité des données

Sur les questions de sécurité, Microsoft tient là encore à rassurer en rendant Windows Hello obligatoire (reconnaissance faciale ou des empreintes digitales) pour utiliser Recall. Par ailleurs, les snapshot seront stockés et chiffrés sur le stockage local sans jamais être transférés dans le cloud. Des chercheurs en cybersécurité ont émis des doutes sur la protection des informations enregistrées et ont mis au point des outils capables d'extraire ces instantanés et les informations sensibles qu'ils contiennent. Pour l'instant, les données sont stockées dans une base de données SQLite non chiffrée, facile d'accès, dans le système de fichiers local.

Dans le blog, Pavan Davuluri, vice-président de Windows and Devices a indiqué que « les mises à jour qui entreront en vigueur avant que Recall (preview) ne soit livré aux clients le 18 juin ». L'expert en sécurité Kevin Beaumont a réagi sur son espace Mastodon, « évidemment, je vous recommande de ne



Quickly find things you've seen with Recall

Recall (preview) helps you find things you've seen on your PC when you allow Windows to save snapshots of your screen every few seconds.

Find documents, images, websites, and more
Just describe what you're looking for using everyday words or scroll through the timeline to see your snapshots.

Snapshots stay on your PC with built-in security
You get powerful AI right on your encrypted Copilot+ PC with Recall. Microsoft does not have access to your snapshots.

You're always in control
In Settings, you can choose which apps and websites to filter out of your snapshots. You can also delete snapshots or change your preferences anytime.

Allow Windows to save snapshots of your screen?

Learn more

No, don't save

Yes, save

pas activer Recall et de dire à votre famille de ne pas le faire non plus ». Microsoft va donc avoir de pain sur la

planche pour reconquérir la confiance des développeurs et des utilisateurs sur Recall.

OpenAI dévoile une bibliothèque API pour .NET

La bibliothèque API.NET d'OpenAI est maintenant disponible en bêta. Elle supporte l'ensemble de l'API du fournisseur de solutions IA, incluant aussi bien l'accès à son dernier modèle GPT-4o, que les fonctions Assistants v2 et Chat Completions. Microsoft annonce l'arrivée d'une bibliothèque OpenAI officielle pour les développeurs .NET. Celle-ci prend en charge l'ensemble de l'API Ope-

nAI et le dernier modèle phare du fournisseur d'IA GPT-4o multilingue et multimodal supportant l'audio, la vision et le texte en temps réel. Annoncée le 6 juin et disponible dès maintenant dans une première version bêta, la bibliothèque OpenAI .NET API est accessible à partir de NuGet. Fruit de la collaboration entre les deux sociétés, cette bibliothèque fournit un accès synchrone et asynchrone à l'API REST d'OpenAI à par-

tir d'applications .NET. Elle prend en charge des fonctionnalités telles que Assistants v2, pour la création d'assistants IA dans les applications, et Chat Completions, pour prendre une liste de messages en entrée et renvoyer un modèle de message. Une extension propose à la communauté d'accéder à de la complétion en continu via IEnumerable. OpenAI .NET API est disponible sur GitHub et maintenue à jour avec les

dernières fonctions de la start-up, a fait savoir Microsoft. Le travail se poursuivra dans les mois à venir afin de recueillir les commentaires, d'améliorer la bibliothèque et d'offrir un paquet NuGet stable. L'API est aussi compatible avec les applications .NET Standard 2.0. Cependant, certains exemples de code dans le document de la bibliothèque peuvent dépendre de caractéristiques de langage plus récentes. Les dévelop-

peurs auront besoin d'une clé API pour appeler l'API REST d'OpenAI. Le mois dernier, Microsoft a annoncé des investissements visant à élargir l'écosystème de l'IA pour les développeurs .NET. L'attention portée à l'IA comprenait des scénarios de bout en bout pour la création d'applications basées sur l'IA, l'adoption de l'écosystème dédié et l'intégration avec des services cloud.

Le FBI propose 7 000 clés de déchiffrement de Lockbit

Après les récentes opérations de saisie, le FBI est en possession de 7 000 clés de déchiffrement du groupe de ransomware Lockbit. Elles pourraient aider des entreprises ou administrations à retrouver leurs données verrouillées.

Une lueur d'espoir pour les victimes du groupe du ransomware Lockbit. « Grâce aux efforts continus contre Lockbit, nous disposons désormais de plus de 7 000 clés de décryptage et nous pouvons aider les victimes à récupérer leurs données et à se remettre en ligne » a déclaré Bryan Vorn-dran, directeur adjoint de la division cybersécurité du FBI, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la 2024 Boston Conference on Cyber Security. Il a ajouté, « Nous tendons la main aux victimes connues de LockBit et encourageons toute personne soupçonnée d'en avoir été victime à se rendre sur notre site Internet Crime Complaint Center à l'adresse ic3.gov ».

Une annonce importante pour les RSSI, même s'il faudra vérifier combien de clés sont encore fonctionnelles. Brian Levine,



responsable chez Ernst & Young, qui a supervisé les opérations cyber du FBI quand il travaillait au Département de la Justice, indique à nos confrères d'IDG, « il y a des fortes chances que beaucoup de clés obtenues soient encore efficaces et puissent

déverrouiller les données des entreprises victimes qui ont choisi de ne pas payer la rançon ou qui ont reçu des clés qui n'ont pas fonctionné ou qui ont fonctionné de manière incomplète ».

Plusieurs moyens d'association clé-victime

Pour associer la clé à une victime, les autorités peuvent l'identifier de différentes manières, précise Brian Levine. Parfois, le nom d'une personne piégée se trouve dans une base de données SQL de LockBit qui la relie à des clés spécifiques. Mais cela n'arrive pas souvent, car « les notes peuvent être trop cryptiques » ou l'attaquant réel n'est qu'un affilié de LockBit. La façon la plus probable dont le FBI associera des clés spécifiques à des victimes dédiées - en supposant qu'elles contactent les autorités - est que « le FBI générera un script qui exécutera les plus de 7 000 clés » contre les fichiers toujours verrouillés de la cible », a déclaré Brian Levine. Il est également possible que LockBit ait réutilisé des clés.

Pour l'ancien membre du département américain de la justice, la principale vertu de l'annonce du FBI et de pousser les entreprises impactées à contacter l'agence. En cas de cyberattaque, les victimes sont souvent démunies pour savoir qui contacter au sein des autorités judiciaires.

Univers				Stupéfié		Ecchy-moses		Petite sainte		Tests		Ruelles	
Internationaux		Produira un son		Retira		Trous de boulines							
												Poème lyrique	
Pasticheur		Phase						Roue à gorge		Résidu de blé			
										Célèbre marquis			
										Contesta			
Chamois des Pyrénées		Bureau		Primordial									
				Cube de jeu									
					Poids d'un emballage	On la mouille	Allures					Étain	
							Native						
Vieillot	Prénom masculin							Fleuve côtier			Sélénium		
	Style							Un peuple d'Europe Balkanique			Singes		
			Pays d'Asie	Ignares						Chez			
				Inactive						Durée d'une révolution			
Envoûtait													
Réservoir en imprimerie												Citerne	Nazi
							Ville flamande						
Dignitaire turc					En mer on peut la boire		Petites vedettes		Ville du Gard				
Fer									Radian				
		Plumard				Griffes de rapaces							Repos bénéfique
		Condition											
Défenses du rosier	Érudit							Faciles					
	Pièces de vaisselle							La vraie vie					
						Difficile					Vient de rire		
											Vieux Tokyo		
Défilé		Grimace		Certaine					Sang végétal				
				Divagua									
						Étendue d'eau douce				Verso			
										Abject			
Titane			Surfaces agricoles		Grand froid				Aperçoit				
Halte maritime									Petit meuble de salon				
						Proie de Grosminet					Note de musique		
						Adresse					Orient		
Attacher	Sélection				Attaché à une voiture							Ville de Mesopotamie	Calcium
	Points cardinaux												
					Vrai					Élixir			
Terres déboisées et défrichées								Pénètre					

Arkab reçoit la vice-présidente de la société sud-coréenne JP Energy Global

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, la vice-présidente de la société sud-coréenne JP Energy Global, Kim Jeong Hwa, avec laquelle il a examiné possibilités de coopération et d'investissement en Algérie dans le secteur des hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de nombre de ses cadres, M. Arkab et Mme Jeong Hwa ont discuté des possibilités de coopération dans le secteur des hydrocarbures, notamment dans le domaine du gaz naturel et de la commercialisation du gaz naturel liquéfié et du pétrole brut", a précisé la même source.



UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'Algérie réaffirme le droit des Etats membres à y bénéficier

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, l'ambassadeur Larbi Latroche a affirmé lors de sa participation aux travaux de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le droit "inaliénable" et "intangible" des Etats membres de bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, mettant en exergue le rôle remarquable de l'Algérie dans le renforcement des capacités des pays africains en matière d'utilisations pacifiques des technologies et des applications nucléaires. La session, qui s'est tenue à Vienne du 3 au 7 juin, a été l'occasion pour le représentant de l'Algérie de mettre l'accent sur "le droit inaliénable et intangible des Etats membres à bénéficier des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le rôle fondamental de l'AIEA, conformément à ses statuts, dans le renforcement des utilisations pacifiques, à travers le programme de coopération technique". Il a, également, mis en avant "l'importante contribution des technologies et des applications nucléaires dans la réalisation du développement durable dans les pays émergents, en particulier en Afrique, conformément à leurs besoins et priorités nationales", citant les efforts nationaux à cet égard, notamment dans les domaines de la santé, de la lutte anticancer, de l'agriculture, de l'environnement et de la gestion de l'eau.

MÉDÉA

Deux réseaux de trafiquants de psychotropes neutralisés

Les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) et de la brigade de lutte contre le trafic de drogue de la sûreté de wilaya de Médéa ont neutralisé deux réseaux de trafiquants de psychotropes lors de deux opérations distinctes, a indiqué lundi un communiqué de la sûreté de wilaya. Cinq individus impliqués dans le trafic de drogue et activant dans les quartiers de Médéa, ont été arrêtés suite à ces opérations, a précisé la même source. Les enquêteurs ont procédé lors de la perquisition du domicile de l'un des membres de ces réseaux, à la saisie de plus de 1000 comprimés psychotropes, et récupéré plus d'un million de dinars, des devises étrangères, des téléphones portables et des armes blanches qui étaient en possession des individus appréhendés, mentionne le communiqué. Une procédure judiciaire a été engagée contre les membres de ces réseaux pour "possession et vente illicite de drogue dans le cadre d'une bande criminelle organisée". Ils ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, a conclu le communiqué de la sûreté de wilaya.

COLLOQUE SUR "L'INDUSTRIE DU CONTENU NUMÉRIQUE, LE GARANT DE LA MÉMOIRE NATIONALE"

Chanegriha : «Nous sommes appelés à affirmer notre présence dans le monde virtuel»

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé, hier à Alger, l'ouverture des travaux d'un colloque sur "l'industrie du contenu numérique, le garant de la mémoire nationale", indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a présidé l'ouverture des travaux de ce colloque, auquel ont pris part "le président du Conseil de la Nation, le président de l'Assemblée populaire nationale, le président de la Cour constitutionnelle et le Conseiller du Président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, aux côtés de membres du Gouvernement, du Directeur général de l'Institut national d'études de stratégie globale et de hauts responsables de l'Etat, ainsi que du Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des chefs de départements, des directeurs et chefs de services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP, d'un nombre de moudjahidine, de personnalités nationales, de directeurs des médias et de professeurs universitaires", note le communiqué. Dans son allocution, le Général d'Armée

a souligné que «la création du contenu numérique qui préserve la mémoire nationale est un enjeu primordial pour la protection du grand patrimoine historique de notre nation contre les tentatives de dénaturation et de déformation dont il fait l'objet, attirant l'attention sur les actes ciblant l'identité culturelle et civilisationnelle des nations». «Le concept de la sécurité a évolué avec le changement de la nature des guerres, dès lors que l'on parle désormais de sécurité identitaire, de sécurité sociale et de cyber sécurité. A l'aune des nouvelles guerres que connaît le monde d'aujourd'hui, ou ce que l'on appelle +guerres hybrides+, les multimédias, notamment les réseaux sociaux, constituent des outils et des moyens essentiels dans les stratégies de déstabilisation, qui visent les identités culturelles et civilisationnelles des nations, et le processus de construction de leur avenir, en œuvrant à l'oblitération de l'identité nationale, la désinformation et la remise en cause des symboles nationaux», a-t-il indiqué. Le Général d'Armée a mis l'accent sur «la nécessité de s'adapter aux exigences du siècle et d'être présent en force dans le monde virtuel, par la création d'un contenu numérique, riche et qualitatif,

qui renforce l'esprit d'appartenance à la nation algérienne». «Dans le contexte géopolitique international actuel, chargé qu'il est de menaces et de défis, nous devons adopter de nouveaux modes de confrontation et des approches nationales cohérentes qui englobent, outre l'exploitation des moyens et des capacités militaires, la mobilisation de toutes les capacités nationales, et ce, dans le cadre d'une stratégie nationale inclusive adaptée aux évolutions actuelles, qui préserve la cohésion et l'identité nationales, et œuvre à sa transmission aux générations montantes, dans un format nouveau et adapté, qui reflète la richesse culturelle et le legs civilisationnel et historique de la nation algérienne», a-t-il ajouté. «Pour ce faire, nous sommes appelés à nous adapter aux exigences du siècle et à affirmer notre présence dans le monde virtuel, à travers la création d'un contenu numérique, riche et qualitatif, qui renforce l'esprit d'appartenance à la nation algérienne, et le perpétue le devoir de mémoire envers nos valeureux prédécesseurs, à l'exemple du martyr de Didouche Mourad, paix à son âme, auteur de la célèbre citation (Si nous venons à mourir, défendez notre mémoire)», a-t-il relevé. Synthèse R N.

MASSACRE BARBARE DANS LE CAMP DE NUSSEIRAT DANS LA BANDE DE GHAZA

L'Algérie condamne

L'Algérie a condamné, lundi, "dans les termes les plus forts et les plus énergiques" le massacre barbare commis par l'entité sioniste, samedi, contre les civils sans défense dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie condamne dans les

termes les plus forts et les plus énergiques le massacre barbare commis par l'entité spoliatrice, samedi, contre les civils sans défense dans le camp de Nusseirat dans la bande de Ghaza, et la poursuite par celle-ci de ces crimes ignobles qui redoublent de férocité, au mépris flagrant de la communauté internationale et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies", lit-

on dans le communiqué. "Face à cet énième épisode de la série de crimes odieux commis par l'occupation israélienne brutale, l'Algérie souligne l'impératif pour le Conseil de sécurité d'assumer les responsabilités qui lui incombent dans l'arrêt de l'agression sioniste, la protection du peuple palestinien dans son épreuve qui se poursuit et la fin de l'impunité dont jouit l'occupation de peu-

plement israélienne, qui échappe à toute reddition de comptes et à toute sanction", ajoute la même source. L'Algérie "appelle également les instances judiciaires internationales à accélérer le jugement des criminels responsables de ces massacres, qui constituent une marque d'infamie pour l'humanité", conclut le communiqué.

DOUANES

Saisie d'importantes quantités de psychotropes à Béchar

Les services des douanes ont saisi des quantités considérables de comprimés psychotropes à Béchar et d'autres quantités de farine et de carburant destinés à la contrebande dans la wilaya de Bordj Badji Mokhtar, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD). "Dans le cadre de la poursuite des activités sur le terrain des brigades opérationnelles relevant de la compétence territoriale de la Direction régionale des douanes de Béchar et en coordination avec les services de sécurité, les agents de la brigade régionale des douanes à Béchar, spécialisée

dans la lutte contre la contrebande et le trafic illicite de drogues, ont procédé, dans une opération conjointe avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), à la saisie de 374.545 gélules psychotropes de type Pregabaline 300mg", a précisé le communiqué. Les agents de la brigade polyvalente de Timiaouine relevant de l'inspection divisionnaire des Douanes algériennes de Bordj Badji Mokhtar, ont saisi, dans deux opérations distinctes, menées en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), 42 tonnes de farine et 2400 litres de gasoil, a indiqué la même source.

Ces trois (3) opérations ont abouti à l'arrestation de cinq (5) individus, et à la saisie des moyens de transport utilisés par les contrebandiers, à savoir, deux (2) véhicules, un (1) camion, et un (1) tracteur routier avec remorque, a ajouté la DGD. Ce bilan traduit, selon la communiqué, "la parfaite coordination opérationnelle entre les corps de sécurité et leur mobilisation permanente pour lutter contre la contrebande et le trafic des drogues et les psychotropes, ainsi que contre toutes les formes de contrebande et de trafic transfrontalier illicite".